

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

du

van

MARDI 21 DÉCEMBRE 2010

DINSDAG 21 DECEMBER 2010

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 13 h 49 sous la présidence de M. Willem-Frederik Schiltz.

01 Questions jointes de

- **M. Bert Wollants à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la réglementation concernant les magasins de nuit" (n° 1560)**
- **Mme Christiane Vienne à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'effet pervers de la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services" (n° 1712)**

01.01 Bert Wollants (N-VA): La loi fixe les restrictions en matière d'heures d'ouverture des magasins classiques et des magasins de nuit. Cependant, un nouveau type de commerce, constitué de deux surfaces commerciales, a fait son apparition. L'exploitant passe d'une surface à l'autre en fonction du régime horaire qui est d'application.

Est-ce légal? La législation est-elle lacunaire? Quelles conditions doivent remplir les exploitants qui souhaiteraient adopter ce système pour gérer leur magasin? Combien de cas de magasins gérés de cette façon ont été recensés? Les agents chargés de contrôler les magasins de nuit ont-ils déjà constaté ce type de gestion? Est-il nécessaire de prendre une initiative législative pour y mettre un terme?

01.02 Christiane Vienne (PS): Des exceptions sont prévues à la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services, qui oblige les commerces de détail à fermer la nuit et un jour par semaine, notamment pour les commerces de tabac. Ainsi, dans ma ville de Mouscron, sur les quatre cents mètres d'une rue près de la frontière française, il y a aujourd'hui plus de quinze magasins de ce type ouverts vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Inutile de vous expliquer les désagréments que cela engendre pour les habitants. Il en va de leurs conditions de vie, mais aussi de la valeur de leur patrimoine immobilier et de la fréquentation des autres commerces. Envisagez-vous de remédier à cet effet pervers?

Président: Kristof Calvo.

01.03 Sabine Laruelle, ministre (en néerlandais): Les activités d'un magasin de jour et d'un magasin de nuit peuvent être identiques. Lors de l'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises, aucune distinction n'est faite entre les deux types de magasins. Si, dans un même immeuble, deux commerces avec deux portes d'entrée distinctes et deux surfaces commerciales distinctes respectent les heures d'ouverture légales, il n'y

a aucune illégalité, à condition qu'il soit satisfait à certaines conditions en matière de superficie de vente et concernant la nature des activités. Les deux commerces concernés doivent en outre avoir deux adresses différentes.

L'auteur de la question s'est attaché à dépeindre un mode particulier de contournement de la législation. Je ne connais pas le nombre de cas recensés mais je soumettrai la question à la direction générale Contrôle et Médiation du SPF Économie. Une réponse écrite suivra. Sans modification légale, rien ne pourra être entrepris pour lutter contre cette pratique.

Présidente: Liesbeth Van der Auwera.

(En français) En ce qui concerne les magasins de nuit, les communes ont la possibilité de limiter le nombre d'implantations ou les heures d'ouverture.

L'obligation de fermeture reprise dans la loi du 10 novembre 2006 ne vise pas les établissements dont l'activité principale est la vente de journaux, magazines, articles fumeurs, cartes téléphoniques et produits de la Loterie Nationale. La notion d'activité principale se fonde sur le chiffre d'affaires, mais tient compte aussi d'autres critères, comme la publicité et le choix, limité, des autres produits que ceux visés par l'activité principale.

Les exceptions, visant les centres touristiques, les buralistes, les stations services ou les loueurs de jeux vidéo, ont été négociées avec les secteurs et les organisations des classes moyennes et traduisent un point d'équilibre entre les exigences sociales et la liberté de commerce.

Pour préserver la sécurité publique et prévenir d'éventuelles nuisances, les pouvoirs locaux disposent d'instruments spécifiques.

En ce qui concerne la concentration de magasins échappant à la législation sur les heures d'ouverture, il n'existe pas de règles. Pour le cas que vous soulevez, il faudrait d'abord vérifier que la loi est correctement appliquée par tous.

Pour les nuisances sonores, la commune a la possibilité d'intervenir. Il faut d'abord voir s'ils respectent la législation ou s'ils ne relèvent pas de la législation sur les magasins de nuit.

01.04 **Christiane Vienne** (PS): N'est-il pas possible de faire glisser les bars-tabac dans la même catégorie que les magasins de nuit? En effet, ces derniers se sont transformés en bars-tabac.

01.05 **Bert Wollants** (N-VA): La loi autorise donc cette pratique mais à mon avis, ce n'était pas la volonté du législateur car ainsi, la restriction voulue est contournée. Je demanderai par écrit les chiffres y relatifs.

L'incident est clos.

La **présidente**: La question n° 1600 de M. Schoofs est reportée.

02 **Question de Mme Zuhail Demir à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la pauvreté chez les indépendants" (n° 1737)**

02.01 **Zuhail Demir** (N-VA): Une enquête a révélé que 40 000 indépendants vivent en dessous du seuil de pauvreté. Les indépendants sont quatre fois plus exposés que les salariés au risque de descendre en deçà de ce seuil. Les femmes indépendantes, les indépendants de plus de 50 ans et les indépendants du secteur horeca et du secteur primaire sont les plus vulnérables. Parmi les facteurs qui sont à l'origine de la pauvreté figurent, outre des circonstances personnelles de nature à causer la pauvreté, les longues journées de travail, la crise économique, le nouveau contexte concurrentiel et la pression fiscale élevée.

Les indépendants bénéficient-ils d'une information et d'une assistance suffisantes? Faut-il prendre des mesures axées spécifiquement sur les indépendants les plus vulnérables?

02.02 **Sabine Laruelle**, ministre *(en néerlandais)*: L'information est cruciale et les caisses d'assurances

sociales pour indépendants constituent le moyen de communication le plus important. J'ai pris une série d'initiatives visant à améliorer la communication pour les indépendants, telles qu'une charte pour la fourniture d'un service de qualité que toutes les caisses d'assurances sociales ont signée et dans laquelle l'accent a été mis sur l'information et l'accompagnement. J'ai également commencé à développer un système de financement qui tient compte de la qualité du service mais cette réforme n'a pas pu être mise en œuvre parce que le gouvernement est en affaires courantes.

De nombreuses mesures existent déjà pour certaines groupes d'indépendants vulnérables, telles que les allocations majorées pour les isolés, le plan familial pour une meilleure harmonisation entre travail et vie de famille, une réglementation pour le congé de maternité et des mesures pour les indépendants confrontés à des problèmes financiers. Des mesures de crise ont également été prises et l'assurance faillite a été améliorée. Des études supplémentaires seront nécessaires en vue de prendre d'autres mesures pour des groupes spécifiques.

Un groupe de travail du Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants examine les possibilités d'accorder une aide aux travailleurs indépendants en difficultés.

02.03 Zuhail Demir (N-VA): La charte est très peu contraignante. Le prochain ministre pourrait la rendre contraignante et prendre par ailleurs des mesures pour les travailleuses indépendantes qui ont beaucoup de peine à concilier vies professionnelle et familiale.

02.04 Sabine Laruelle, ministre (en néerlandais): C'est précisément l'objectif du plan famille. Certaines de ses mesures sont déjà appliquées, d'autres doivent être exécutées par les Régions. Mme Demir connaît-elle par exemple la durée du repos de maternité accordé aux travailleuses indépendantes?

02.05 Zuhail Demir (N-VA): En principe aucun.

02.06 Sabine Laruelle, ministre (en néerlandais): Ce n'est pas vrai, vous êtes mal renseignée. M. Wollants sait que le congé est de huit semaines, contre six auparavant. Il y a aussi une véritable flexibilité car les femmes indépendantes peuvent prendre leur congé une semaine à la fois. Les 105 titres-services sont gratuits pour elles également. Les organisations de femmes indépendantes ne désirent pas plus de huit semaines de congé de maternité.

02.07 Zuhail Demir (N-VA): Bon nombre de femmes indépendantes reprennent le travail après deux à trois semaines.

02.08 Sabine Laruelle, ministre (en néerlandais): Le congé de maternité est payé sur une base hebdomadaire. Une femme indépendante qui ne peut pas prendre plus de quatre semaines peut prendre ces quatre semaines et sera rémunérée, ce qui n'était pas le cas avant.

La **présidente**: Mais on peut faire mieux encore.

L'incident est clos.

03 Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le rapport annuel de l'Agence internationale de l'Énergie" (n° 1289)

03.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Selon le rapport annuel de l'Agence internationale de l'Énergie, la part globale des sources d'énergie renouvelables devrait doubler, passant de 7 % en 2008 à 14 % en 2035. Ces estimations sont basées sur les programmes politiques les plus ambitieux, mais même ceux-ci ne suffiront pas à limiter le réchauffement planétaire à 2°C, c'est-à-dire le seuil critique au-delà duquel le réchauffement est considéré comme irréversible. Selon l'AIE, le principal responsable de cette situation est le manque de volonté politique.

Le ministre est-il prêt à aligner davantage notre politique nationale sur les recommandations de l'AIE? La politique suivie en matière de réchauffement climatique est-elle essentiellement axée sur l'atténuation ou sur l'adaptation? Le rapport annuel de l'Agence internationale de l'Énergie pourrait-il servir de balise aux futurs plans énergie-climat échafaudés à l'échelon national?

03.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Les recommandations formulées dans ce rapport sont en conformité avec la nouvelle stratégie énergétique européenne à l'horizon 2020. Il est impératif de poursuivre l'élaboration d'une politique d'efficacité énergétique accordant une attention spéciale aux bâtiments et au transport. Les pouvoirs publics doivent remplir à cet égard une fonction d'exemple. En outre, il est indispensable de continuer à investir dans un développement poussé des énergies renouvelables. Le 3 décembre dernier, dix pays ont signé un memorandum of understanding qui nous permettra de poursuivre la construction d'un réseau éolien offshore.

La politique climatique se doit d'embrasser les deux aspects, l'atténuation et l'adaptation. Il va de soi que l'adoption de mesures d'atténuation ambitieuses constitue une exigence prioritaire si nous voulons rester sur les rails qui nous conduiront à notre objectif d'une augmentation maximale de température de deux degrés.

Les efforts additionnés de réduction des émissions fournis par les pays signataires de cet accord ne seront pas suffisants pour atteindre cet objectif mais même si cet objectif est atteint à temps, certaines mutations climatiques seront inéluctables. Nous ne pouvons donc faire l'économie d'une politique d'adaptation. De plus, j'ai entrepris une série d'activités dans le cadre de la présidence belge de l'UE. C'est ainsi que j'ai déjà organisé plusieurs rencontres avec les pays qui jouent un rôle déterminant dans le cadre des négociations internationales consacrées au climat.

WEO 2010 est un document de référence important dans les domaines de la collecte d'informations, de l'analyse et des études prospectives. Les données qui en résultent sont utilisées aux fins de l'élaboration de plans politiques à l'échelon national.

La stratégie d'adaptation nationale a été adoptée le 7 décembre par la Commission nationale Climat et elle sera publiée prochainement, entre autres sur le site www.climat.be. Cette stratégie se compose de trois volets: un inventaire des secteurs qui subissent l'influence des mutations climatiques, un inventaire des efforts qui sont déjà fournis actuellement et une proposition de principes et de fondements pour un plan national d'adaptation qui devra être finalisé en 2012.

L'incident est clos.

04 Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le budget des missions internationales de la Direction générale Énergie" (n° 1435)

04.01 David Clarinval (MR): La Direction générale Énergie dispose d'un budget annuel de 125 000 euros dédié aux missions internationales de ses agents. Pour l'année 2010, il semblerait qu'apparaissent des dépassements budgétaires. En cause, entre autres, des voyages onéreux de la fonctionnaire dirigeante et d'une proche conseillère. Les 8 et 9 novembre, ces deux dames seraient parties en Corée du Sud pour prendre part à un colloque international. De nouvelles dépenses seraient programmées pour le mois de décembre, pour une mission à Riyad.

Quelles ont été les différentes missions, avec leur durée et leur coût, effectuées par ces deux dames au cours de l'année 2010? Les voyages en Corée du Sud et en Arabie Saoudite ont-ils fait l'objet de votre autorisation? Quel est le montant du dépassement budgétaire lié à ces missions? En ces temps de crise, un recentrage sur des missions essentielles n'est-il pas souhaitable?

04.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): La Belgique sera toujours plus amenée à négocier sa politique énergétique sur la scène européenne et internationale, ce qui justifie un certain nombre d'interventions à l'étranger.

Concernant la mission en Corée du Sud, le secrétaire d'État américain à l'Énergie a organisé dans le cadre du G20 une réunion des ministres de l'Énergie à Washington. La Belgique y était invitée. Au cours de cette réunion, cinq initiatives de coopération internationale ont vu le jour, dont l'une pour laquelle la Belgique a montré son intérêt. Une première réunion interministérielle de cette initiative au niveau des directions générales était programmée en Corée du Sud en marge du sommet du G20 en novembre.

La Belgique a été invitée au lancement de cette initiative mondiale. Le fait que la Belgique participe à une

réunion au niveau du G20 est un acquis pour notre présidence belge. Il est vrai que la Commission européenne a été empêchée et qu'elle n'a pas participé à cette réunion mais elle comptait le faire et elle a demandé à la Belgique de parler en son nom.

Concernant la mission en Arabie Saoudite, un *high level steering group* de l'International Energy Forum s'est tenu en Arabie Saoudite la semaine passée. L'objectif était de préparer la réunion ministérielle de cette organisation qui est prévue à Riyad en février prochain. La Belgique, étant membre de cette organisation depuis de très nombreuses années, a souhaité participer à cette réunion car l'International Energy Forum est en pleine mutation.

Les missions sont régies par une circulaire interne du SPF Économie du 15 octobre 2007, qui s'applique à l'ensemble des agents de ce SPF. Concernant les directeurs généraux, ceux-ci doivent soumettre, avant de partir, une proposition de mission dûment justifiée en termes de contenu et en termes de budget à l'approbation préalable du président du comité de direction du SPF. Si cette mission se déroule en dehors de l'Union européenne, l'accord du ministre est également sollicité. Les frais de mission font partie intégrante des frais de fonctionnement de la DG Énergie.

Le budget consacré aux missions 2010 a été fixé en fonction du budget des années précédentes. L'engagement provisionnel estimé à 102 000 euros (hors missions pouvant avoir lieu en conséquence de la présidence belge) s'est révélé insuffisant et a été augmenté, au sein de l'allocation budgétaire dédiée aux frais de fonctionnement de la Direction générale Énergie, sans dépassement du budget de fonctionnement.

J'ai pour vous un tableau reprenant l'ensemble des missions accomplies.

04.03 David Clarinval (MR): Ce que je trouve anormal, c'est le dépassement budgétaire récurrent dans le chef de certains. En cette période de difficultés budgétaires, les hauts fonctionnaires devraient montrer l'exemple.

L'incident est clos.

05 Questions jointes de

- M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le plan belge pour les énergies renouvelables" (n° 1419)
- M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le plan d'action énergies renouvelables de la Belgique" (n° 1458)
- M. Joseph George au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le plan national adopté en matière d'énergie renouvelable" (n°s 1713 et 1714)
- Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la provenance des biocarburants dont il est question dans le Plan d'action national en matière d'énergies renouvelables" (n° 1415)

05.01 La présidente: La présence du ministre Magnette est requise en séance plénière pendant une petite demi-heure. C'est le genre de désagréments auxquels on peut s'attendre lorsqu'on organise des réunions de commission pendant le déroulement de la séance plénière, celle-ci ayant toujours la priorité.

La réunion publique de commission est suspendue de 14 h 29 à 15 h 02.

06 Question de M. Bert Wollants au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la consommation d'énergie au Parlement fédéral" (n° 1646)

06.01 Bert Wollants (N-VA): Les pouvoirs publics doivent être des modèles en matière d'économies d'énergie. Fedesco tente de réduire la consommation d'énergie et les émissions de CO₂ et d'utiliser les énergies renouvelables dans les bâtiments publics fédéraux.

Le bâtiment du Parlement a-t-il déjà été examiné par Fedesco? Quels sont les résultats de cette étude et ont-ils débouché sur des investissements concrets? Les responsables ont-ils pris des décisions visant à une utilisation responsable de l'énergie? Le ministre a-t-il connaissance de la consommation d'énergie annuelle?

06.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): La Chambre et le Sénat ont pris des initiatives visant à réduire l'utilisation d'énergie. Ainsi, ces institutions ont fait réaliser une étude de faisabilité portant sur des installations de cogénération. Elles disposent d'équipes techniques chargées de la gestion de l'énergie. Il s'indique de se renseigner à ce sujet directement auprès de ces assemblées étant donné le principe d'indépendance de ces dernières. Fedesco n'a pas été chargé de la réalisation d'un audit de ce bâtiment ni d'une étude de faisabilité pour une unité de cogénération.

Fedesco a récemment été contacté par le Sénat à propos du placement de films solaires sur les vitres du hall d'entrée, d'une étude sur le conditionnement d'air et la ventilation et de l'installation d'une unité de cogénération. Il est cependant évident que Chambre et Sénat fixent eux-mêmes priorités et calendrier.

L'incident est clos.

07 Questions jointes de

- **M. Peter Logghe** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le plan belge pour les énergies renouvelables" (n° 1419)
- **M. Willem-Frederik Schiltz** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le plan d'action énergies renouvelables de la Belgique" (n° 1458)
- **M. Joseph George** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le plan national adopté en matière d'énergie renouvelable" (n°s 1713 et 1714)
- **Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la provenance des biocarburants dont il est question dans le Plan d'action national en matière d'énergies renouvelables" (n° 1415)

07.01 Peter Logghe (VB): Le plan pour les énergies renouvelables a été introduit auprès de la Commission européenne avec un retard de six mois et ne contiendrait que peu de mesures nouvelles. Ce dépôt tardif n'est pas une bonne chose pour notre réputation dans le cadre de la présidence européenne.

Pourquoi le plan a-t-il été introduit aussi tardivement? Quelles mesures nouvelles contient-il? Quelle est la vision politique du gouvernement belge? Est-il exact que l'accent est particulièrement mis sur les biocarburants? Qu'en est-il de la mise en œuvre du plan? N'accusons-nous pas un retard énorme sur les autres États membres? Est-il possible d'obtenir une copie du plan?

07.02 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Le plan pour les énergies renouvelables est effectivement surtout axé sur les biocarburants et les véhicules électriques. Lors de l'évaluation de la future consommation électrique, il n'est pas tenu compte des économies alors que c'est précisément dans ce domaine que beaucoup de choses peuvent encore être réalisées.

Le plan d'action se contente de répéter les mesures politiques existantes. La consultation de la société civile a été très limitée. Une implication des secteurs de la construction et des transports et des organisations environnementales augmenterait pourtant l'efficacité d'un plan d'économies d'énergie.

Pourquoi avoir opté pour une réalisation de l'objectif de 13 % d'énergies renouvelables par le biais de mécanismes de coopération? Quelle est la part que représentent les biocarburants controversés dans le plan? Où doivent-ils être produits? Pourquoi aucun objectif n'a-t-il été arrêté pour les voitures électriques? Le ministre peut-il commenter l'évaluation de la consommation d'énergie? Pourquoi ce plan n'est-il pas plus ambitieux? Pourquoi la société civile n'a-t-elle pas été consultée? Pourquoi la responsabilité de l'adaptation du réseau incombe-t-elle exclusivement à Elia?

07.03 Joseph George (cdH): Dans le plan national, il apparaît que si, lors d'un rapport intermédiaire, on constate que les objectifs ne sont pas atteints, on pourrait faire appel à des mécanismes de coopération.

La répartition de l'effort entre les Régions n'a pas été défini. Qu'en est-il? Les mécanismes de coopération

pourront-ils être utilisés avant ou après l'élaboration du rapport intermédiaire? À quel horizon voyez-vous ce rapport? Qu'en est-il des biocarburants et notamment de ceux qui respectent les critères de durabilité les plus stricts? Pourquoi la répartition de l'effort n'a-t-elle pas pu être tranchée à ce stade?

07.04 Peter Logghe (VB): J'ai transformé ma question n° 1403 en question écrite.

07.05 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Quel est l'objectif poursuivi par la Belgique en matière de biocarburants, de production et de sources d'énergies renouvelables pour le transport? Cela tournerait autour des 10 % en 2020. Comme le plan d'action compte plusieurs tableaux, pouvez-vous clarifier ces chiffres.

Les biocarburants seront-ils produits en Belgique? Devra-t-on compter sur des importations de pays étrangers? Dans l'affirmative, y a-t-il des limites? Quel sera l'impact sur les productions alimentaires et l'affectation des terres? Je sais que des critères de certification de développement durable ont été adoptés à la fois dans notre loi nationale et dans la directive européenne.

Je cite dans ma question un rapport de ValBiom. Depuis le dépôt de ma question est intervenue une étude du CETRI qui a été rendue publique vendredi dernier. Celle-ci est très critique pour ce qui est de l'objectif européen et de l'impact de cet objectif sur les cultures alimentaires, les droits sociaux et les droits de l'homme dans les pays du Sud.

Nous devons nous attacher à un objectif réaliste pour les biocarburants et faire appel à nos propres ressources. L'importation de matières premières n'entre-t-elle pas en concurrence avec la production alimentaire locale et ne contribue-t-elle pas à la déforestation? L'importation de biodiesel brésilien ne risque-t-elle pas de mettre nos propres unités de production en difficulté? Comment résoudre cette quadrature du cercle?

07.06 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Le plan a été introduit tardivement parce que des négociations devaient encore être menées avec les Régions. Il peut être consulté sur le site internet du SPF Économie. Il a bien été tenu compte des économies d'énergie lors de l'évaluation de la consommation future. Le plan réunit toutes les données et comporte des pistes indicatives pour le développement des énergies renouvelables. Les secteurs ont été consultés. Il n'a pas été jugé opportun d'organiser une grande consultation nationale.

Nous nous fondons sur des mécanismes flexibles qui représentent 0,5 %. Les Régions devront atteindre ensemble 13 %. Les efforts devront être répartis entre les Régions. Lorsque cet objectif aura été atteint, chaque entité fédérée pourra suivre son propre cap. Un gouvernement en affaires courantes n'est toutefois pas habilité à procéder à cette répartition. Les entités fédérées devront conclure un accord de coopération. Les mesures existantes continueront à être mises en œuvre.

Les technologies en matière d'énergies renouvelables sont innovantes. Rien n'indique que notre pays serait à la traîne dans ce domaine. Un rapport sur les réalisations devra être transmis à la Commission européenne pour fin 2011. Il s'agit d'un rapport bisannuel, ce qui permet donc d'adapter certains aspects. Le plan est conforme aux exigences inscrites dans la directive visant à atteindre 10 % d'énergies renouvelables pour le transport d'ici à 2020. Cet objectif pourra être atteint en utilisant plus particulièrement des biocarburants, tels que le biodiesel et le bioéthanol. Les biocarburants de la deuxième génération remplaceront progressivement les biocarburants actuels à partir de 2016. Les moyens de transport électriques pourront également contribuer à atteindre l'objectif. L'utilisation d'électricité d'origine renouvelable par les chemins de fer aura doublé d'ici à 2020.

(*En français*) La directive prévoit que seuls des biocarburants se conformant à des critères de durabilité stricts seront employés. Le respect des règles du marché ne permet cependant pas de lier l'utilisation des biocarburants à leur origine. En théorie, les capacités de productions sont suffisantes en Belgique pour atteindre notre objectif. La manière dont le changement d'affectation des terres doit être pris en compte dans le critère de durabilité est en discussion au niveau européen.

Aujourd'hui, l'objectif pour la Belgique est de respecter les 4 % de biocarburants dans les carburants en général. La loi du 22 juillet 2009 fixe ce pourcentage. J'ai demandé à mon administration d'évaluer la loi et, selon les résultats, je proposerai, si cela paraît soutenable, de relever ce pourcentage. Jusqu'au 30 septembre 2013, les volumes produits dans le cadre des quotas fixés dans la loi du 10 juin 2006 sont garantis. La question de l'importation ne se pose pas jusque là.

Pour le reste, nous attendons l'évaluation de la Commission qui présentera un rapport au Parlement et au Conseil européens, relatif à l'incidence de l'augmentation de la demande en biocarburant sur la viabilité sociale dans la Communauté et dans les pays tiers et à l'incidence de la politique communautaire sur la disponibilité des denrées alimentaires à un prix abordable, en particulier pour les populations des pays en développement. C'est pour tirer les signaux en temps utile que j'ai commandé cette étude, que je l'ai rendue publique et que j'ai organisé un débat sur ce sujet de manière à maintenir le niveau d'attention au plan européen le plus haut possible.

(En néerlandais) Elia est responsable du réseau de transport de l'électricité. Les Régions sont compétentes pour la distribution.

Le schéma du plan de développement d'Elia se fonde sur la concertation. L'avis de la CREG n'est pas contraignant. Le secteur doit pouvoir développer une stratégie en fonction de la ligne politique. Si un point du plan est sujet à discussion, on en parle et l'application du plan se poursuit.

07.07 Peter Logghe (VB): Le plan ne sera donc implémenté que lorsqu'on aura un gouvernement fédéral à part entière. Apparemment, le ministre a l'intention d'augmenter la part de biocarburants. Je poserai sûrement encore des questions sur l'utilisation de la biomasse fixée.

07.08 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Face au manque d'intérêt de la société civile pour une consultation nationale, le gouvernement aurait dû encourager les organisations à engager un dialogue. Il est récemment apparu que les subventions accordées pour la biomasse ont entraîné l'effondrement d'une série d'industries. Certains points me réjouissent, de même que l'action menée par notre pays pour tenter d'inscrire le thème parmi les priorités européennes, mais j'espère qu'à l'avenir, la durabilité sera davantage prise en considération lors de l'utilisation de biocarburants et que d'autres types de production d'énergie seront exploités.

07.09 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): La meilleure réponse est de réduire nos émissions dues aux transports. L'anticipation de l'objectif de 10 % est déjà présente, et il faut encourager une offre européenne en matières premières compatible avec les normes environnementales.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- **M. Peter Logghe** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le fonds d'assainissement des citernes à mazout" (n° 1461)
- **Mme Liesbeth Van der Auwera** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la création du fonds pour les citernes à mazout des particuliers" (n° 1747)
- **M. Bert Wollants** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le fonds pour les citernes à mazout" (n° 1768)

08.01 Peter Logghe (VB): En 2007, des discussions entre le fédéral et les Régions ont conduit dans l'impasse le projet de 2000 visant à créer un fonds d'assainissement des citernes à mazout. Les secteurs pétrolier et des assurances ont déjà rendu une proposition visant à permettre de s'assurer contre les coûts d'assainissement découlant d'éventuelles pollutions, mais cette matière doit d'abord faire l'objet d'un accord de coopération entre les Régions et l'État fédéral. Où en est ce dossier?

Cette question m'est inspirée par les récentes inondations qui ont touché de nombreuses citernes à mazout.

Pour éviter toute pollution au mazout, l'eau évacuée des citernes ne peut être rejetée dans les égouts. Qui supportera le coût de ces assainissements? Les intéressés seront-ils indemnisés par le Fonds des calamités ou par les compagnies d'assurance?

08.02 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Je me joins aux questions posées par M. Logghe. Quelles initiatives le ministre a-t-il prises au cours de l'année passée pour créer ce fonds? Quelles sont les difficultés rencontrées à cet égard? Quelles initiatives prévoit-il pour sortir de l'impasse? Quel est le calendrier prévu?

08.03 Bert Wollants (N-VA): Je me rallie à l'avis de mes collègues, mais je voudrais ajouter un élément. L'accord de gouvernement flamand stipule que la Flandre constituera elle-même un fonds mazout régional s'il n'y a toujours pas de fonds équivalent au niveau fédéral en 2010.

Ce fonds mazout verra-t-il bientôt le jour? Le ministre soutient-il l'engagement du gouvernement flamand visant à sortir de cette impasse? La semaine passée, dans le cadre de la Convention sur la navigation rhénane et intérieure, nous avons encore approuvé à l'unanimité un accord de coopération autorisant les Régions à prélever une taxe sur les combustibles fossiles. Le gouvernement fédéral a-t-il dès lors encore un rôle important à jouer dans ce dossier?

08.04 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Après un an, la proposition commune du secteur pétrolier et du secteur des assurances a été finalement présentée à mon cabinet en janvier 2010. Il était convenu que le secteur élaborerait ensuite une proposition plus concrète. L'idée était de créer un fonds fédéral alimenté par une contribution des consommateurs de mazout, en liaison avec une extension des polices d'assurances et à un accord de coopération avec les Régions pour le volet technique de l'assainissement de l'environnement. La chute du gouvernement ne nous a pas permis de boucler ce dossier.

Sur le principe, je n'ai aucune objection aux initiatives prises en dehors du gouvernement, comme une adaptation des polices d'assurances ou une campagne de sensibilisation pour le secteur. Les Régions peuvent également développer des initiatives, mais celles-ci doivent s'inscrire dans les négociations générales sur un renforcement de la régionalisation. Le prélèvement d'une taxe supplémentaire sur le prix du mazout destinée à alimenter le fonds est en effet une matière fédérale. Sa régionalisation représente en outre un défi sur les plans administratif et logistique.

Le propriétaire d'une citerne de mazout inondée est responsable et il doit vérifier auprès de sa compagnie d'assurances si ce type de sinistre est couvert. Si la citerne a été inondée à la suite d'une catastrophe reconnue, le propriétaire peut obtenir une indemnisation par le biais du Fonds des Calamités, pour autant que le sinistre ne soit pas couvert par son assurance.

08.05 Peter Logghe (VB): Par conséquent, dans ce dossier également, la démission du gouvernement vient solidement compliquer les choses. Étant dès à présent incapables d'indemniser les dégâts, les compagnies d'assurances menacent d'augmenter les primes des assurances incendie des particuliers. Je souhaite bonne chance au ministre pour les négociations avec le secteur des assurances qui risquent d'être difficiles.

08.06 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Nous devons peut-être proposer, en commission de l'Économie, d'étendre les polices d'assurance incendie aux citernes à mazout. Le besoin d'un nouveau gouvernement se fait effectivement de plus en plus pressant.

08.07 Bert Wollants (N-VA): Le Fonds mazout fédéral n'est pas pour demain. Je suppose que la Région flamande prendra les dispositions nécessaires. Le CD&V, le sp.a et la N-VA ont conclu un accord qui a obtenu le soutien local.

Le prélèvement de la taxe sur le mazout au niveau fédéral est contraire à notre décision de la semaine dernière, à savoir qu'en vertu de l'accord de coopération, les Régions sont responsables du prélèvement d'une taxe sur les carburants fossiles afin de supporter le coût du traitement des déchets pétroliers et graisseux.

08.08 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Je dois vérifier.

08.09 Bert Wollants (N-VA): L'avis du Conseil d'État sur le dossier BOVAST est clair: la perception d'un prélèvement pour prendre des mesures à un autre niveau – car les coûts d'assainissement relèvent de la compétence régionale – n'est pas autorisée.

08.10 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Le niveau fédéral ne devrait pas percevoir le prélèvement.

08.11 Bert Wollants (N-VA): Il s'agit de savoir qui est compétent pour prélever cette taxe.

08.12 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Cela fait partie de l'accord de coopération.

L'incident est clos.

09 Questions jointes de

- **M. Olivier Deleuze** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la mise en œuvre de la loi du 9 février 1981 relative aux conditions d'exportation des matières et équipements nucléaires, ainsi que des données technologiques nucléaires" (n° 1571)

- **Mme Catherine Fonck** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'application de la loi du 9 février 1981 relative aux conditions d'exportation des matières et équipements nucléaires, ainsi que des données technologiques nucléaires" (n° 1723)

- **M. Kristof Calvo** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les licences d'exportation régionales pour les appareils de gammagraphie destinés à l'Iran" (n° 1727)

- **M. Olivier Deleuze** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'exportation vers l'Iran d'un appareil de gammagraphie en 2009" (n° 1729)

- **M. Peter Logghe** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les exportations d'uranium vers l'Iran" (n° 1765)

09.01 Olivier Deleuze (Ecolo-Groen!): Nous avons appris que la Commission d'avis pour la non-prolifération des armes nucléaires (CANPAN) avait donné un avis négatif à l'exportation vers l'Iran d'un appareil pouvant servir à des fins militaires. Le 4 juin 2009, vous avez confirmé ce refus et vous en avez fait part à la firme. Ensuite, vous deviez en informer la Région wallonne.

Or, nous avons appris récemment que le ministre-président de la Région wallonne avait accordé une attestation de non visé, signifiant par là que ce n'était pas du matériel visé par les règlements belges et internationaux. C'est bizarre puisque la Région wallonne avait demandé l'avis à la CANPAN. Si ce n'est pas du matériel nucléaire, pourquoi a-t-elle demandé cet avis? Avez-vous informé la Région wallonne de votre refus?

09.02 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): La Région wallonne a accordé à deux reprises une licence d'exportation pour des appareils de gammagraphie, négligeant ainsi les avis négatifs de spécialistes et sans avoir reçu l'aval des autorités fédérales.

Comment une telle chose est-elle possible? De qui l'information doit-elle provenir, de la Région wallonne ou de l'entreprise concernée? L'avis négatif de la CANPAN n'a-t-il pas été communiqué? Depuis quand le ministre est-il au courant de l'octroi de licences d'exportation régionales pour des produits sensibles? Le ministre a-t-il interpellé la Région wallonne à propos de ces infractions?

09.03 Peter Logghe (VB): Quand disposerons-nous d'une procédure permettant d'éviter de tels dysfonctionnements? Le ministre prononcera-t-il une mise en demeure à l'encontre de la Région wallonne pour la délivrance de cette licence?

09.04 Paul Magnette, ministre (*en français*): Je peux aussi donner la réponse à une autre question de M. Deleuze, du 9 décembre, sur les refus depuis 2004.

09.05 Olivier Deleuze (Ecolo-Groen!): Considérez que je vous l'ai posée. Merci bien.

09.06 Paul Magnette, ministre (*en français*): Je commence avec la première question de M. Deleuze, concernant ce qui a été refusé et les autorisations d'exportation, à savoir les composants pour une presse isostatique vers l'Inde (14 septembre 2004); des composants pour une presse isostatique à chaud vers l'Inde (14 septembre 2004 également); une presse isostatique à froid vers l'Inde (18 novembre 2004); une presse isostatique à chaud vers l'Iran (17 janvier 2005); une presse rotative pour la fabrication de pastilles de combustible nucléaire vers l'Inde (18 novembre 2005); des composants pour une presse rotative de graphite vers l'Iran (15 janvier 2007); les instruments de gammagraphie et les 40 000 curies d'iridium 192 vers l'Iran (4 juin 2009); des ailettes pour turbines à gaz vers l'Iran (23 juin 2010), et des ailettes pour les turbines à vapeur vers l'Iran (28 septembre 2010).

Chaque Région étant observateur (arrêté royal du 5 juin 2004), celles-ci reçoivent dès lors toute invitation aux réunions de la CANPAN et toute l'information sur chaque dossier. Il n'est donc pas prévu qu'il y ait des contacts particuliers de cabinet à cabinet ou de ministre à ministre.

(*En néerlandais*) Le gammagraphe est un appareil utilisé pour détecter des soudures défectueuses. Son utilisation ne requiert ni licence, ni autorisation délivrée par les autorités fédérales. La Région wallonne n'a fait que délivrer une attestation indiquant que les marchandises n'entraient pas dans le champ de la réglementation européenne en matière de licences. La Région wallonne n'a donc pas délivré de licence pour les gammagraphes, ni pour d'ailleurs pour de l'uranium appauvri. L'avis négatif de la CANPAN est basé sur la résolution 1737 du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui interdit l'exportation de toute marchandise susceptible de pouvoir contribuer à l'enrichissement ou à la production d'eau lourde sur le territoire iranien. Les gammagraphes peuvent être utilisés dans n'importe quelle industrie, donc aussi pour la fabrication d'eau lourde.

Lors de sa réunion du 19 mars 2009, la CANPAN s'est prononcée contre les exportations, et cet avis a été transmis à la Région wallonne. Le 4 juin 2009, le refus d'autorisation a été notifié à l'exportateur et aux observateurs de la Région wallonne. Il n'y a donc plus eu d'exportations de ces appareils à partir du moment où j'ai signé le refus d'autorisation du gouvernement fédéral. Ce n'est qu'en décembre 2009 que le secrétariat de la CANPAN a été mise au courant de l'attestation régionale et qu'elle a diffusé la remarque de la Commission européenne concernant la présence d'uranium appauvri dans ces appareils.

Personnellement, je n'étais pas au courant de ces attestations régionales. La Région wallonne n'a pas été interpellée sur la question de l'exportation de gammagraphes, étant donné qu'à ce moment, la Région ignorait que ces appareils contenaient de l'uranium appauvri.

Il est interdit d'exporter de l'uranium appauvri vers l'Iran depuis novembre 2008. Si l'exportateur ne communique pas les informations requises à cet égard, sa responsabilité est engagée. Il ne ressort d'aucun élément que la Région wallonne aurait délivré une licence d'exportation pour de l'uranium appauvri ni qu'elle aurait été informée de la présence d'uranium appauvri dans des appareils de gammagraphie.

En modifiant la composition de la commission interministérielle, j'ai déjà amélioré le fonctionnement de la CANPAN. Puis j'ai pris les mesures nécessaires afin d'ajouter une clause "catch all" à la loi portant des dispositions diverses.

Ces dispositions font l'objet d'un recours devant la Cour constitutionnelle. Dans tous les cas de figure, soyez assurés que nous évaluerons tous les éléments qui devraient faire l'objet de dispositifs renforçant le contrôle fédéral en la matière.

Voici la chronologie exacte des faits: le 5 mars 2009, la Région wallonne demande une consultation de la CANPAN, concernant l'exportation d'instruments de gammagraphie relatifs à une source radioactive; le 19 mars, le dossier est à l'ordre du jour de la CANPAN qui émet un avis négatif; le 6 avril, le secrétariat de la CANPAN transmet le projet de compte-rendu de la réunion aux membres et aux observateurs des Régions; le 21 avril, l'avis négatif de la CANPAN est signé par sa présidence; le 24 avril, une seconde réunion de la CANPAN a lieu sur le sujet, en vue d'arrêter les modalités de communication de la décision aux agences internationales; le 4 juin, je signe le refus d'autorisation. Le refus est transmis directement par la CANPAN à l'exportateur et à la Région wallonne.

Le 13 mars 2009 est la date à laquelle je me suis porté partie civile dans le dossier sur le zirconium.

Depuis décembre 2007, j'ai, en tout et pour tout, délivré huit autorisations d'exportations dont je tiens la liste à disposition. Il n'y a, dans ces autorisations, aucune autorisation fédérale pour l'exportation des appareils de gammagraphie vers l'Iran et aucune autorisation de quoi que ce soit vers l'Iran. Dans le processus d'exportation lui-même, la douane ne peut laisser passer des matières ou des équipements nucléaires, sans que ceux-ci ne soient munis d'une autorisation.

Pour ce qui concerne les agents mandatés pour rechercher et constater les infractions, le texte de loi permettant leur désignation existe. C'était l'une des améliorations du système que je comptais mettre en œuvre mais la situation politique ne m'a pas permis de le faire. Cependant, ce texte est toujours envisagé dans la loi de dispositions diverses non urgentes. Actuellement, la CANPAN peut faire appel aux officiers de police judiciaire, à la Sûreté de l'État, aux Douanes et Accises et à la Direction générale de contrôle et de médiation du SPF Économie.

Je pense que la CANPAN a parfaitement fait son travail. Mais il faudra mettre en œuvre les améliorations votées dans la loi l'année dernière et renforcer le contrôle fédéral puisqu'il apparaît que, dans cette affaire, c'est le défaut d'information par une entreprise qui est à l'origine de l'incident.

09.07 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Je ne suis pas sûr d'avoir tout à fait compris la réponse ministérielle. Des licences d'exportation ou des attestations non visées ont-elles été délivrées après la première délibération de la CANPAN le 19 mars 2010? Qui initie les débats au sein de la CANPAN? Pourquoi la CANPAN se serait-elle prononcée sur ce dossier si les appareils de gammagraphie ne sont pas de la compétence de l'État fédéral?

Je pense que la clause "catch out" ainsi que tout ce qui est à des fins nucléaires doivent être examinés par la CANPAN.

09.08 Paul Magnette, ministre (*en français*): Je vérifie les dates. Si je vois bien, ce sont des attestations qui sont antérieures à celles du 5 mars. Par contre, le 5 mars, quand la CANPAN prend connaissance du dossier, c'est parce que la Région wallonne la consulte sur la question de l'exportation de ces instruments de gammagraphie qui utilisent une source radioactive. À ma connaissance, c'est bien par consultation de la Région que la CANPAN est informée, et non par un contact direct avec l'entreprise.

09.09 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Le ministre nous dit à présent qu'il est normal que la Région wallonne ait délivré une attestation pour des appareils de gammagraphie, ces appareils ne figurant pas sur la liste fédérale et n'étant donc pas de la compétence de l'État fédéral. Mais pourquoi alors ces appareils ont-ils été au centre d'une discussion à la CANPAN? Pourquoi une autorisation a-t-elle été refusée en mars et en juin à l'échelon fédéral si cet échelon n'est pas compétent pour ces appareils? Je considère pour ma part que ces appareils relèvent bien du fédéral pour la bonne et simple raison qu'ils sont utilisables à des fins nucléaires.

09.10 Paul Magnette, ministre (*en français*): À nouveau, je ne peux répondre à la place du pouvoir concerné. La CANPAN est saisie le 5 mars 2009 par la Région qui, effectivement, ne devait pas le faire, puisqu'elle a donné une attestation et pas une autorisation. L'appareil n'étant pas sur la liste des produits concernés, elle n'est pas tenue de saisir la CANPAN, mais elle la consulte quand même. C'est cela qui enclenche tout puisque, en analysant ce dossier, on s'aperçoit que le produit ne pose pas de problème, mais que son emballage, lui, contient de l'uranium appauvri.

09.11 Olivier Deleuze (Ecolo-Groen!): Dans le procès-verbal de la réunion de la CANPAN, il n'est nul part fait état d'uranium enrichi. La conclusion précise que la demande d'exportation n'est pas claire et que la question de l'uranium appauvri n'est pas centrale ici. Le problème est que la Région wallonne donne, d'une part, un permis d'exportation à du matériel et, d'autre part, demande à la CANPAN ce qu'elle doit faire. Il y a

là une espèce de schizophrénie.

09.12 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): J'estime que la Région wallonne devait de toute façon consulter la CANPAN même si les appareils de gammagraphie ne contenaient pas d'uranium appauvri. Tous les spécialistes sont opposés à l'exportation de ces appareils en Iran. Espérons que le ministre-président wallon puisse lui aussi lire ces rapports.

Quant à la Région flamande, elle s'est pourvue devant la Cour constitutionnelle pour attaquer la législation et n'entend plus consulter la CANPAN. La Région wallonne, elle, demande l'avis de la CANPAN mais ne le suit pas. Par conséquent, le ministre fédéral n'est compétent pour les transports nucléaires qu'en théorie.

09.13 Peter Logghe (VB): Chaque partie en cause dit qu'elle a suivi la procédure mais il semble que seule la Région wallonne ait inutilement recueilli l'avis de la CANPAN. Il faut réexaminer d'urgence la procédure. Il ne nous reste plus qu'à espérer que cette mauvaise façon de travailler ne provoque pas une tragédie.

L'incident est clos.

10 Questions jointes de

- **M. Joseph George** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la décision de la Cour constitutionnelle concernant l'indépendance de la CREG" (n° 1347)

- **Mme Liesbeth Van der Auwera** au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'arrêt de la Cour constitutionnelle concernant l'autonomie de la CREG" (n° 1410)

10.01 Joseph George (cdH): L'arrêt rendu le 18 novembre par la Cour constitutionnelle confirme que la CREG est bien une autorité administrative qui dispose d'un large pouvoir d'autonomie, incompatible avec une soumission quelconque à un contrôle hiérarchique ou de tutelle.

Cet arrêt préfigure le contenu de la troisième directive Électricité, à transposer en droit belge. Dans une question précédente, vous avez indiqué qu'un projet de loi transposerait le troisième paquet Énergie avant la fin de l'année. Je suppose que l'enseignement de la Cour constitutionnelle y sera repris.

10.02 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Le ministre voulait encore déposer d'ici à la fin de l'année le projet de loi de transposition du troisième paquet énergétique dans la législation nationale. Il ne va manifestement pas y parvenir et ce projet devra en outre intégrer la notion d'autonomie imposée par la Cour constitutionnelle.

L'article 35 de la nouvelle directive sur l'électricité renforce l'indépendance des autorités de régulation. Le projet du ministre précise-t-il explicitement qu'en tant qu'institution, la CREG, ses directeurs et son personnel sont indépendants de toute autre entité publique ou privée? Comment le projet donnera-t-il forme à cette autonomie?

10.03 Paul Magnette, ministre (*en français*): Le projet de loi transposant le troisième paquet Énergie dans la législation nationale doit être introduit lors des groupes de travail inter-cabinets très prochainement. La CREG a envoyé ses propositions, que nous avons pris le temps d'analyser. Nous ajoutons certaines dispositions.

La Commission européenne souhaite renforcer l'indépendance du régulateur, ce qui sera clairement repris dans la proposition (indépendance du personnel, frais de fonctionnement et budget fixés par le Parlement, CREG chargée du contrôle continu du respect par les gestionnaires du réseau de transport de leurs exigences d'indépendance).

(*En néerlandais*) La double structure de la CREG, qui est composée d'un conseil général et d'un comité de direction indépendant, doit en fin de compte, être conservée.

Un gouvernement en affaires courantes est habilité à transposer d'urgence des directives ou des règlements européens. Mon objectif est donc de présenter un avant-projet lors d'un des Conseils des ministres de janvier.

(En français) Le règlement d'ordre intérieur, les conditions d'accès au réseau, la fixation des tarifs ou de leur méthode de calcul, sont des points à analyser sur la base du troisième paquet et des jugements récents de la Cour constitutionnelle et de la cour d'appel.

Le troisième paquet Énergie offre la possibilité de conférer au régulateur, soit le pouvoir de fixer les tarifs, soit celui d'en fixer la méthode de calcul. Mon intention est de donner à la CREG la compétence de fixer la méthode du calcul des tarifs et ce, sur proposition des gestionnaires et en conformité avec les méthodes de calcul arrêtées par le législateur, ce qui permet un juste équilibre entre le contrôle législatif et l'indépendance de l'autorité de régulation.

(En néerlandais) Un équilibre doit exister sur le marché de l'énergie dans la répartition des compétences entre le ministre de l'Énergie, le régulateur du marché et les autorités fédérales. Cet équilibre garantit un fonctionnement correct du marché sur le plan de la concurrence. La sécurité d'approvisionnement, qui doit être assurée par l'État, constitue la pierre angulaire de la politique belge en matière d'énergie à moyen et long termes. Une compétence accrue du régulateur n'y change rien.

L'incident est clos.

11 Questions jointes de

- **Mme Ann Vanheste au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la stratégie commerciale de Delta Lloyd" (n° 1668)**

- **Mme Karine Lalieux au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les agissements de la banque Delta Lloyd" (n° 1696)**

11.01 Karine Lalieux (PS): Selon la presse, la banque Delta Lloyd s'apprête à exclure 125 000 de ses clients, les moins fortunés. Une plainte pour discrimination est actuellement étudiée par le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.

La loi du 24 mars 2003 instaure un service bancaire de base. Si d'autres banques suivaient Delta Lloyd, cela signifierait qu'un très grand nombre de consommateurs se verraient potentiellement exclus bancaires. Mais la loi prévoit une solidarité entre les banques. Il ne faudrait pas qu'il y ait des banques pour riches et des banques pour pauvres, comme le secteur bancaire voulait d'ailleurs en créer avant cette loi de 2003. L'actualité nous montre qu'il y a des problèmes dans la protection des consommateurs et le rôle de la nouvelle CBFA. C'est pourquoi il nous paraît indispensable, je le répète depuis 2008, qu'il y ait une vraie agence de protection des consommateurs en matière bancaire. J'ai l'impression qu'on en est loin.

Avez-vous saisi votre administration afin d'éclaircir la situation et d'évaluer les risques potentiels de la décision de Delta Lloyd? Si la banque persiste dans sa volonté, quelles seraient les éventuelles sanctions envisageables?

Aujourd'hui, Delta Lloyd m'a écrit pour me dire qu'on les avait mal compris. C'est habituel avec les banques, on les comprend mal! C'était la même chose avec Febelfin et leur décision concernant MasterCard.

11.02 Paul Magnette, ministre (en français): Un bailleur de crédit ne saurait résilier un crédit hypothécaire ou un crédit au consommateur en cours. Pour les crédits au consommateur à durée indéterminée, une période de résiliation de deux mois minimum est prévue, et ce depuis la loi du 13 juin 2010.

L'article 6 de la loi du 24 mars 2003 instituant un service bancaire de base dispose qu'un organisme de crédit ne saurait refuser d'accorder ou résilier un service de base bancaire qu'en cas d'escroquerie, d'abus de confiance, de faillite frauduleuse, de faux en écriture ou de blanchiment de capitaux par le consommateur ou dans le cas où le consommateur dispose déjà d'un autre compte. La disposition d'admissibilité d'une requête en règlement collectif de dettes ne saurait constituer une raison pour refuser ou résilier un compte.

Vu la *ratio legis* de ladite loi, il me semble indiqué qu'un formulaire de demande soit disponible dans toutes

les agences. L'organisation de consommateurs CRIOC a introduit une plainte auprès du Centre pour l'égalité des chances à ce propos. L'administration agira si la loi instituant un service bancaire de base n'était pas respectée.

La Commission européenne réfléchit à promulguer également une directive relative au service bancaire de base. En l'espèce, le modèle belge a valeur de référence.

11.03 Karine Lalieux (PS): Tous ceux qui ont un compte courant et qui entrent dans les conditions du service bancaire de base devraient ouvrir un compte bancaire de base, ce qui donnerait une mission comique à Delta Lloyd.

Mais il faudrait réfléchir à un caractère plus contraignant de la loi, sur le modèle de la directive MiFID.

Ce serait nécessaire, puisque des banques veulent progressivement exclure certaines catégories de leur public, ce qui est inacceptable.

L'incident est clos.

12 Question de M. Theo Francken au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les méthodes de travail du fournisseur de gaz Fluxys" (n° 1643)

12.01 Theo Francken (N-VA): Un article paru il y a deux semaines dans l'hebdomadaire *Knack* révélait que l'entité de Rotselaar avait échappé, par le plus grand des hasards, à une explosion de gaz qui aurait pu être encore plus grave que celle de Ghislenghien puisque les trois plus grands gazoducs d'Europe de l'Ouest se croisent sous le sol de Rotselaar et Lubbeek. Manifestement, l'incident survenu à Rotselaar avait été précédé, la veille, d'un autre incident à Lubbeek.

Le ministre peut-il confirmer les informations publiées par l'hebdomadaire *Knack*? En quoi a consisté précisément le problème? En réponse à ma précédente question, le ministre a déclaré qu'il attendait de pouvoir disposer d'un rapport sur le sujet. Ce dernier est-il déjà disponible? Je maintiens que Fluxys ne communique pas comme il sied: l'entreprise vient de distribuer des bons Bongo à tous les riverains concernés par cet incident.

Le ministre pourrait-il envoyer dans les plus brefs délais un courrier au président du conseil d'administration de Fluxys pour l'inviter à organiser avant le printemps une large séance d'information dans chacune des communes? Mon administration communale accueillera une telle séance à bras ouverts. Ce sera l'occasion de donner aux habitants toutes les explications sur les conduites de gaz existantes et ce qu'il convient de faire en cas d'urgence.

Président: Kristof Calvo.

12.02 Paul Magnette, ministre (en néerlandais): L'examen de cet incident par mon administration n'est pas terminé et je ne peux donc pas encore vous éclairer sur ce point. Des nuisances acoustiques ont effectivement été enregistrées à Lubbeek la veille de l'incident mais aucune fuite de gaz.

Durant la phase de préparation et d'autorisation de la pose d'une nouvelle conduite, Fluxys multiplie les communications avec les communes et les riverains. Au début des travaux, elle recontacte les personnes concernées par les travaux. La commune, les pompiers et la police sont préalablement informés de la mise en service de toute l'installation. La banque de données des canalisations souterraines du SPF Intérieur est ensuite mise à jour.

Immédiatement après l'apparition de la fuite de gaz naturel, Fluxys a contacté les bourgmestres et le gouverneur et plusieurs de ses représentants étaient présents au centre de crise provincial. Après l'incident, du dimanche 14 au mardi 16 novembre, Fluxys a rendu visite à tous les habitants qui avaient été évacués et leur a donné des directives sur les dispositions à prendre en cas d'éventuel sinistre. Nous pouvons évidemment approfondir la réflexion sur la communication des risques organisée par les autorités dans le

cadre de plans d'urgence et d'intervention. Dans ce domaine également, le rapport officiel peut formuler des propositions d'améliorations.

12.03 Theo Francken (N-VA): Le ministre peut-il adresser un courrier au président du conseil d'administration pour lui demander d'organiser très prochainement à Lubbeek et Rotselaar une séance d'information sur la présence des conduites de gaz et l'attitude à adopter par les habitants? Je ne limiterais pas cette séance d'information aux seuls habitants présents dans un rayon de vingt mètres.

12.04 Paul Magnette, ministre (en néerlandais): Je prendrai officiellement contact avec M. Termont.

L'incident est clos.

13 Question de M. Anthony Dufrane au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'impact de la cotisation fédérale sur les tarifs de l'électricité en 2011" (n° 1728)

13.01 Anthony Dufrane (PS): Selon la CREG, les factures d'électricité vont augmenter en 2011 car la cotisation fédérale qui sert à financer les obligations du service public va augmenter. Cette cotisation fédérale pour l'électricité augmenterait de 29 %.

Personne ne remet en cause la pertinence du financement des tarifs sociaux ou du fonds Kyoto, mais il faut comprendre les évolutions de la facture du consommateur. Confirmez-vous l'augmentation de la cotisation fédérale? Dans l'affirmative, dans quelle proportion? Pourquoi cette augmentation est-elle nécessaire? Quel en sera l'impact sur la facture globale d'électricité des clients?

13.02 Paul Magnette, ministre (en français): Le montant de la cotisation fédérale est publié chaque 15 décembre sur le site internet de la CREG. Le montant 2011 est de 5,26 euros pour l'électricité et de 0,50 euro par mégawatt-heure pour le gaz, soit une hausse respective de 29 % et 53 %.

Cette augmentation est due à plusieurs facteurs: d'abord, le manque à gagner de l'année dernière, dû à la baisse de la consommation et une réduction de 5 % de la quantité d'énergie prise en compte pour le calcul de la cotisation. D'autre part, l'indexation automatique des fonds, et enfin, le niveau d'exonération élevé pour le calcul des surcharges de dénucléarisation et de gaz à effet de serre. Au vu de ce niveau d'exonération, j'ai proposé – sans avoir été suivi – la suppression de cette exonération. Nous y reviendrons dans la loi de dispositions diverses non urgentes, après les vacances de Noël.

L'incident est clos.

Président: Anthony Dufrane.

14 Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'utilisation abusive faite du logo WWF par le Forum nucléaire" (n° 1734)

14.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Le WWF a été frappé de stupeur en découvrant soudain son logo sur le site internet du Forum nucléaire.

Le ministre a-t-il connaissance de ce problème? A-t-il évoqué ce point avec le Forum? Que penser des informations très douteuses diffusées par le Forum, par exemple lors des festivals d'été? Le ministre n'était guère partisan de la participation du CEN et de l'IRE au Forum nucléaire. Participent-ils financièrement à la campagne de communication de ce Forum?

14.02 Paul Magnette, ministre (en néerlandais): Je n'ai pas connaissance du problème et n'ai pas eu de contacts récents avec le Forum. Cette campagne est une initiative privée indépendante de la politique énergétique menée par le gouvernement. Le CEN et l'IRE m'ont affirmé, en réponse à une question de ma part concernant leur participation au Forum, qu'elles finançaient leur adhésion sur leurs recettes propres. Pour davantage de détails sur le sujet, je me permets de vous renvoyer au compte rendu de la commission du 17 février 2009.

14.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Il est regrettable que des institutions largement financées par l'État continuent à agir ainsi à leur guise.

L'incident est clos.

15 Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les objectifs contraignants de l'UE en matière d'économie d'énergie" (n° 1736)

15.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Les États membres de l'Union européenne ne sont apparemment pas parvenus à se mettre d'accord sur les objectifs européens contraignants en matière d'économies d'énergie.

Quels pays ont marqué leur opposition? Notre pays est-il une des forces conservatrices? Dans quel délai un accord pourra-t-il être conclu? Quel serait, aux yeux du ministre, un objectif réaliste pour notre pays? Quel est le fondement de cette évaluation?

15.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Aucun accord européen n'a effectivement été conclu à propos d'un objectif contraignant en matière d'efficacité énergétique. Sous la présidence belge, nous avons déjà débattu à trois reprises de cette matière avec les États membres. Nous sommes conscients que des objectifs contraignants peuvent générer des économies d'énergie plus importantes mais il convient pour cela d'élaborer une méthodologie et d'assurer le suivi des progrès réellement réalisés.

Il convient également de pouvoir quantifier la plus-value d'objectifs plus contraignants. Dans une première phase, nous pouvons commencer par des objectifs sectoriels, par exemple pour les bâtiments publics. Au sein d'ENOVER, les Régions et les autorités fédérales élaborent des scénarios pour 2020. Il n'y a toutefois pas encore d'accord politique. La Belgique devra présenter des objectifs en mars 2011. Les Régions pourraient atteindre les objectifs en matière d'efficacité énergétique si elles parviennent à améliorer leurs résultats d'1 % par an jusqu'en 2016. NEAP I doit être finalisé pour 2011.

15.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Le ministre devrait se montrer plus enthousiaste et moins sceptique.

15.04 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Je n'inscrirais pas ce point à l'ordre du jour du conseil informel et du conseil formel si je n'étais pas enthousiaste.

L'incident est clos.

16 Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les conséquences du permis de production accordé à la centrale au charbon de E.ON" (n° 1740)

16.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): La demande de production de deux centrales TGV semble poser problème, à la suite de l'octroi le 29 juin, d'une licence de production pour la centrale au charbon d'E.ON à Anvers.

Est-il exact qu'il est impossible de traiter les nouvelles demandes de licence de production? Aucun permis d'environnement n'a été délivré et un recours a été introduit. Quel est le sort réservé à la licence de production? Une révision du système des licences de production est-elle à l'ordre du jour à la suite de la demande d'Elia?

16.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Un permis de production d'électricité a été effectivement délivré à E.ON pour une centrale au charbon dans la région anversoise. Lorsqu'une société obtient un tel permis, elle dispose légalement, pendant cinq ans, d'une priorité en termes de réservation de capacités. Une éventuelle limitation, durant une période déterminée ou sur un trajet donné, de la capacité de transport disponible n'est pas une raison de refuser un permis. Mais il faut que la configuration du réseau soit éventuellement adaptée à la réalisation concrète des centrales ayant fait l'objet d'une autorisation préalable.

L'examen des demandes d'Eneco et de GdF est encore en cours. À ma connaissance, aucune licence de production d'électricité n'a été suspendue. Sans permis d'environnement régional, E.ON ne peut construire une telle centrale. La licence fédérale n'est donc pas suffisante en soi. La loi n'a pas fixé de délai de validité.

Au niveau fédéral, la procédure d'octroi de licences a été améliorée, mais les compétences en la matière sont réparties entre l'échelon fédéral et l'échelon régional. Il n'est pas envisagé pour l'instant de modifier ces procédures.

16.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Il n'y a donc pas de lien entre la licence octroyée pour la centrale au charbon d'E.ON et l'examen des projets concernant les deux centrales au gaz. Je suis curieux de voir le dénouement de ce dossier. À Anvers, nous sommes très heureux d'accueillir de nouveaux projets énergétiques, mais pas une centrale au charbon.

16.04 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): J'ai l'impression que ce sera difficile. C'est la ministre flamande Schauvliege qui est compétente.

L'incident est clos.

17 Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les coûts croissants de la dénucléarisation dans la cotisation fédérale" (n° 1763)

17.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Le coût de la dénucléarisation des sites de Mol et Dessel est passé de 0,71 euro par MWh en 2004 à 2,32 euro en 2011.

Comment les six composants de la cotisation fédérale ont-ils évolué depuis 2004? Constate-t-on effectivement une forte hausse? Comment l'expliquer?

17.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): La cotisation fédérale augmentera de 29 % en 2011, ce qui correspond de 2010 à 2011 à une hausse de l'ordre de 11 % pour les frais de fonctionnement de la CREG, de 37 % pour le fonds de dénucléarisation, de 53 % pour le fonds gaz à effet de serre, de 7 % pour l'accompagnement des CPAS, de 5 % pour le tarif social et de 18 % pour le fonds de réduction forfaitaire. Le montant destiné à la dénucléarisation est passé de 0,7176 euro par MWh en 2004 à 1,6925 euro en 2010 et à 2,3227 euro en 2011.

Pour 2009-2013, la contribution fédérale annuelle pour la dénucléarisation a été fixée à 55 millions d'euros dans l'arrêté royal du 21 octobre 2008. Pour 2004-2008, les montants ont été fixés dans l'arrêté royal du 19 décembre 2003.

L'augmentation des charges supplémentaires est due à l'exonération croissante de la part de la contribution supportée par les consommateurs d'électricité produite à partir de sources renouvelables ou d'une co-génération valable. Pour une petite part, il y a aussi la récupération du manque à gagner du passé.

Le niveau de l'exonération que la CREG utilise pour calculer la contribution 2011 est de 60 %. Les charges sont intégralement répercutées sur les consommateurs sans que cela soit conditionné à la réalisation des objectifs qui doivent être atteints dans le domaine des énergies renouvelables. Si l'exonération se terminait en 2011, la contribution fédérale serait ramenée à 3,0955 euros par MWh. Une proposition traitant de cet aspect sera réexaminée en janvier.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 16 h 55.

De vergadering wordt geopend om 13.49 uur en voorgezeten door de heer Willem-Frederik Schiltz.

01 Samengevoegde vragen van

- de heer Bert Wollants aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de reglementering rond nachtwinkels" (nr. 1560)
- mevrouw Christiane Vienne aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de negatieve gevolgen van de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening" (nr. 1712)

01.01 Bert Wollants (N-VA): De wet bepaalt de beperkingen van de openingsuren van gewone winkels en

nachtwinkels. Er blijken nu echter zaken met twee winkelruimtes op te duiken, waarbij de uitbater dan wisselt van winkel volgens het uurregime.

Kan dit wettelijk? Schort er iets aan de wetgeving? Aan welke voorwaarden moeten winkels voldoen om volgens dit systeem te werken? Over hoeveel gevallen gaat het? Werd dit al vastgesteld bij de controle van de nachtwinkels? Is er een initiatief nodig om hiertegen op te treden?

01.02 **Christiane Vienne** (PS): Overeenkomstig de wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren in handel, ambacht en dienstverlening zijn kleinhandelaars verplicht 's nachts hun winkel te sluiten en een wekelijkse rustdag in acht te nemen, maar er bestaan een aantal afwijkingen, onder meer voor tabakswinkels. Zo zijn er vandaag in mijn thuisstad Moeskroen, in een vierhonderd meter lange straat nabij de Franse grens, meer dan vijftien dergelijke winkels die de klok rond open zijn. Ik hoop u niet uit te leggen welke overlast dat veroorzaakt voor de buurtbewoners. Hun woonkwaliteit, maar ook de waarde van hun vastgoed en de beklanting van de andere winkels heeft eronder te lijden. Bent u van plan dat kwalijke effect van de wet weg te werken?

Voorzitter: Kristof Calvo.

01.03 Minister **Sabine Laruelle** (Nederlands): De activiteiten van een dagwinkel en een nachtwinkel kunnen identiek zijn. Bij de inschrijving in de Kruispuntbank voor Ondernemingen wordt geen onderscheid gemaakt tussen de twee soorten winkels. Wanneer in eenzelfde gebouw twee zaken met twee aparte toegangsdeuren en winkelruimtes de verplichte sluitingsuren respecteren, is er wettelijk geen probleem, voor zover is voldaan aan bepaalde voorwaarden inzake de verkoopoppervlakte en de activiteiten. Er moet ook sprake zijn van twee verschillende adressen.

De vraagsteller beschrijft hier een bepaalde manier van omzeilen van de wetgeving. Ik ben niet op de hoogte van het aantal gevallen, maar zal de vraag voorleggen aan de algemene directie Controle en Bemiddeling binnen de FOD Economie. Een schriftelijk antwoord volgt. Zonder wijziging van de wet kan tegen deze praktijk alvast niet worden opgetreden.

Voorzitter: Liesbeth Van der Auwera.

(Frans) Met betrekking tot nachtwinkels, hebben de gemeenten de mogelijkheid het aantal vestigingen of de openingsuren te beperken.

De verplichte sluiting waarvan sprake in de wet van 10 november 2006, is niet van toepassing op de zaken waarvan de hoofdactiviteit uit de verkoop van kranten, tijdschriften, rookartikelen, telefoonkaarten en producten van de Nationale Loterij bestaat. Het begrip hoofdactiviteit is niet alleen op de omzet, maar ook op andere criteria gebaseerd, zoals reclame en het – beperkt – aanbod van andere producten die niet tot de hoofdactiviteit behoren.

We hebben met de middenstandssectoren en -organisaties onderhandeld om voor de toeristische centra, tabakswinkels, benzinstations en verhuurders van videogames uitzonderingen vast te leggen, die een evenwicht bieden tussen de maatschappelijke vereisten en de vrijheid van handel.

De plaatselijke overheden beschikken over specifieke instrumenten om de openbare veiligheid te vrijwaren en mogelijke overlast te voorkomen.

Er bestaan geen regels om een concentratie van winkels die niet onder de wetgeving inzake openingstijden vallen, te voorkomen. Wat het door u gemelde geval betreft, moeten we eerst nagaan of iedereen de wet correct heeft toegepast.

De gemeente kan maatregelen nemen als er sprake is van geluidsoverlast. Eerst moet nagegaan worden of zij de wetgeving naleven en of zij niet vallen onder de regelgeving inzake nachtwinkels.

01.04 **Christiane Vienne** (PS): Is het niet mogelijk de tabakswinkels in dezelfde categorie onder te brengen

als de nachtwinkels? Deze laatste zijn in feite tabakswinkels geworden.

01.05 Bert Wollants (N-VA): De wet laat deze praktijk dus toe, maar volgens mij was dat niet de bedoeling, want hiermee wordt de bedoelde beperking omzeild. Ik zal de cijfers schriftelijk opvragen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 1600 van de heer Schoofs wordt uitgesteld.

02 Vraag van mevrouw Zuhail Demir aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "het armoedeprobleem bij zelfstandigen" (nr. 1737)

02.01 Zuhail Demir (N-VA): Volgens onderzoek leven 40.000 zelfstandigen onder de armoedegrens. Zelfstandigen hebben vier keer meer kans om onder de armoedegrens te vallen dan werknemers. Vrouwelijke zelfstandigen, zelfstandigen boven de 50 jaar en zelfstandigen in de horecasector en de primaire sector zijn het meest kwetsbaar. Naast persoonlijke omstandigheden die de armoede veroorzaken, zijn er ook de lange werkdagen, de economische crisis, de nieuwe concurrentie en de hoge belastingdruk.

Is er voldoende informatie en ondersteuning voor zelfstandigen? Moeten er maatregelen genomen worden die zich specifiek op de zwakkere groep van zelfstandigen richten?

02.02 Minister Sabine Laruelle (*Nederlands*): Informatie is cruciaal en de sociale verzekeringsfondsen voor zelfstandigen vormen het belangrijkste communicatiemedium. Ik nam een reeks initiatieven om de informatie voor zelfstandigen te verbeteren, zoals een charter voor een goede dienstverlening dat door alle sociale verzekeringsfondsen ondertekend werd en waarin informatie en begeleiding benadrukt worden. Ik ben ook gestart met de ontwikkeling van een financieringssysteem dat rekening houdt met de geleverde kwaliteit van de dienstverlening, maar die hervorming kon niet in werking treden omdat we in een periode van lopende zaken zijn.

Er zijn al heel wat maatregelen voor bepaalde kwetsbare groepen van zelfstandigen, zoals verhoogde kinderbijslag voor alleenstaanden, het familiaal plan voor een betere verzoening van werk en gezinsleven, een regeling voor het moederschapsverlof en maatregelen voor zelfstandigen met financiële problemen. Er werden ook crisismaatregelen genomen en de faillissementsverzekering werd verbeterd. Voor andere maatregelen voor specifieke groepen is meer onderzoek nodig.

Een werkgroep van het Algemeen Beheerscomité van het sociaal statuut der zelfstandigen buigt zich over de mogelijkheden voor hulp aan zelfstandigen in moeilijkheden.

02.03 Zuhail Demir (N-VA): Het charter is heel vrijblijvend. De volgende minister zou het afdwingbaar kunnen maken en daarnaast ook maatregelen kunnen nemen voor vrouwelijke zelfstandigen, voor wie het niet eenvoudig is om werk en gezin te combineren.

02.04 Minister Sabine Laruelle (*Nederlands*): Net daarom werd het familieplan ontwikkeld. Sommige maatregelen zijn al in werking getreden, andere moeten door de Gewesten worden uitgevoerd. Weet mevrouw Demir bijvoorbeeld hoeveel moederschapsrust zelfstandigen kunnen nemen?

02.05 Zuhail Demir (N-VA): In principe geen.

02.06 Minister Sabine Laruelle (*Nederlands*): Dat is niet waar, u bent slecht geïnformeerd. De heer Wollants weet dat het acht weken bedraagt, vroeger slechts zes. Er is ook echte flexibiliteit, want de vrouwelijke zelfstandigen kunnen het verlof nu week per week opnemen. De 105 dienstencheques zijn voor hen nu ook kosteloos. De vrouwelijke zelfstandigenorganisaties willen niet meer dan acht weken moederschapsverlof.

02.07 Zuhail Demir (N-VA): Heel wat vrouwelijke zelfstandigen gaan na twee à drie weken weer werken.

02.08 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): Het moederschapsverlof wordt week per week betaald. Een vrouwelijke zelfstandige die niet meer dan vier weken kan nemen, kan die vier weken opnemen en zij zal hiervoor betaald worden. Vroeger was dit niet het geval.

De **voorzitter**: Maar het kan nog beter.

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van de heer Willem-Frederik Schiltz aan de minister van Klimaat en Energie over "het jaarrapport van het Internationaal Energie Agentschap" (nr. 1289)**

03.01 **Willem-Frederik Schiltz** (Open Vld): Uit het jaarrapport van het Internationaal Energieagentschap blijkt dat het aandeel van alle hernieuwbare energiebronnen zal verdubbelen van 7 procent in 2008 naar 14 procent in 2035. De berekeningen zijn gebaseerd op de meest vooruitstrevende beleidsplannen, maar zelfs die volstaan niet om de opwarming van de aarde te beperken tot 2 graden Celsius, de kritische drempel waarna de opwarming onomkeerbaar wordt. Volgens het IEA is een gebrek aan politieke wil de grote boosdoener.

Is de minister bereid ons nationale beleid meer af te stemmen op de aanbevelingen van het IEA? Wordt het beleid inzake klimaatsopwarming vooral gericht op mitigatie of op adaptatie? Kan het jaarrapport van het IEA een baken zijn voor de toekomstige nationale beleidsplannen inzake klimaat en energie?

03.02 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): De aanbevelingen zijn in overeenstemming met de nieuwe Europese energiestrategie 2020. Het is nodig dat verder werk wordt gemaakt van een energie-efficiëntiebeleid, met bijzondere aandacht voor gebouwen en transport. Hierbij moet de overheid een voorbeeldfunctie vervullen. Verder moet worden ingezet op de doorgedreven ontwikkeling van hernieuwbare energie. Op 3 december werd tussen tien landen een memorandum of understanding ondertekend dat de verdere uitbouw van een offshorewindmolennetwerk in de Noordzee mogelijk maakt.

Het klimaatbeleid moet beide aspecten, mitigatie en adaptatie, tegelijkertijd aanpakken. Het is vanzelfsprekend dat ambitieuze mitigatiemaatregelen een prioritaire vereiste zijn om binnen de doelstelling van een maximale temperatuurstijging van twee graden te blijven.

De verzamelde reductie-inspanningen van de landen in het akkoord zijn onvoldoende om de doelstelling te halen, maar zelfs als de doelstelling tijdig gehaald wordt, blijven klimaatveranderingen onvermijdelijk. Een adaptatiebeleid is dus onvermijdelijk. Daarnaast heb ik een reeks van activiteiten ondernomen in het kader van het Belgische voorzitterschap. Zo organiseerde ik reeds meerdere ontmoetingen met de landen die een doorslaggevende rol spelen in de internationale klimaatonderhandelingen.

WEO 2010 is een belangrijk referentiedocument inzake datavergaring, analyse en prospectieve inzichten. De gegevens worden gebruikt voor de uitwerking van nationale beleidsplannen.

De nationale adaptatiestrategie werd op 7 december aangenomen door de Nationale Klimaatcommissie en zal binnenkort gepubliceerd worden, onder meer op de website www.klimaat.be. De strategie bestaat uit drie onderdelen: een inventarisatie van de sectoren die effecten van de klimaatverandering ondervinden, een inventarisatie van de inspanningen die nu al gedaan worden en een voorstel tot principes en uitgangspunten voor een nationaal adaptatieplan dat in 2012 afgerond moet zijn.

Het incident is gesloten.

04 **Vraag van de heer David Clarinval aan de minister van Klimaat en Energie over "de begroting voor de buitenlandse zendingen van de Algemene Directie Energie" (nr. 1435)**

04.01 **David Clarinval** (MR): De Algemene Directie Energie beschikt over een budget van 125.000 euro per jaar voor de internationale zendingen van haar ambtenaren. Naar verluidt zou de begroting voor 2010

overschreden zijn. Dat zou onder andere te wijten zijn aan dure reizen van de leidinggevende ambtenaar en een van haar naaste adviseurs. Op 8 en 9 november zouden beide dames naar Zuid-Korea vertrokken zijn om een internationaal colloquium bij te wonen. In december zouden er nog extra uitgaven geboekt zijn voor een zending in Riyad.

Welke zendingen, met vermelding van de duur en de kosten, voerden beide dames in 2010 uit? Had u toestemming gegeven voor de reizen naar Zuid-Korea en Saudi-Arabië? Met welk bedrag werd de begroting voor de internationale zendingen overschreden? Is het in deze tijden van crisis niet wenselijk om zich te bepalen tot de kernopdrachten?

04.02 Minister **Paul Magnette** (*Frans*): België zal almaar vaker op Europees en internationaal niveau energieakkoorden moeten sluiten, en daarvoor zijn een aantal zendingen in het buitenland onontbeerlijk.

Wat de zending in Zuid-Korea betreft, had de Amerikaanse minister voor Energie in het kader van de G20 een bijeenkomst van de energieministers in Washington georganiseerd. België was daarvoor uitgenodigd. Tijdens die vergadering werden er vijf initiatieven voor internationale samenwerking genomen, waaronder een waarvoor België belangstelling toonde. Een eerste interministeriële bijeenkomst met betrekking tot dat initiatief op het niveau van de algemene directies zou in Zuid-Korea plaatsvinden in de marge van de G20-top in november.

België werd uitgenodigd voor de lancering van dat mondiale initiatief. Het feit dat België deelneemt aan een vergadering op het niveau van de G20 is een belangrijke verwezenlijking voor ons Belgische EU-voorzitterschap. De Europese Commissie was weliswaar verhinderd en nam geen deel aan die bijeenkomst, maar ze was dat wel van plan en had België verzocht om in haar naam te spreken.

De zending in Saudi-Arabië paste in het kader van de *high level steering group* van het International Energy Forum (IEF), die daar vorige week vergaderde om de ministeriële bijeenkomst van het IEF die in februari 2011 in Riyad zal plaatsvinden, voor te bereiden. Ons land, dat al jarenlang lid is van het IEF, wilde die bijeenkomst bijwonen omdat het IEF voor grote veranderingen staat.

De zendingen worden geregeld bij de interne omzendbrief van de FOD Economie van 15 oktober 2007, die van toepassing is op alle ambtenaren van de FOD. De directeurs-generaal moeten voor het vertrek een voorstel voor de zending ter goedkeuring voorleggen aan de voorzitter van het directiecomité van de FOD. Daarin moeten zowel de inhoud als de kosten van de zending omstandig worden gestaafd. Voor zendingen buiten de Europese Unie wordt tevens de toestemming van de minister gevraagd. De kosten voor de zending komen volledig ten laste van de werkingskosten van de Algemene Directie Energie.

De begroting voor de zendingen van 2010 werd vastgesteld op basis van de begroting van de vorige jaren. De provisionele vastlegging werd op 102.000 euro geraamd (eventuele zendingen in het kader van het Belgisch voorzitterschap niet inbegrepen), maar bleek onvoldoende en werd binnen de budgettaire allocatie voor de werkingskosten van de Algemene Directie Energie verhoogd. Daarbij werd het werkingsbudget niet overschreden.

Ik heb hier een tabel met alle zendingen.

04.03 **David Clarinval** (MR): Ik vind het niet normaal dat sommigen herhaaldelijk hun budget overschrijden. Hoge ambtenaren zouden in deze moeilijke budgettaire periode het voorbeeld moeten geven.

Het incident is gesloten.

05 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "het Belgisch plan voor hernieuwbare energie" (nr. 1419)
- de heer Willem-Frederik Schiltz aan de minister van Klimaat en Energie over "het Belgisch actieplan hernieuwbare energie" (nr. 1458)
- de heer Joseph George aan de minister van Klimaat en Energie over "het nationaal actieplan voor energie uit hernieuwbare bronnen" (nrs. 1713 en 1714)

- mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de minister van Klimaat en Energie over "de herkomst van de biobrandstoffen vermeld in het nationaal actieplan hernieuwbare energie" (nr. 1415)

05.01 De voorzitter: Minister Magnette wordt voor een half uurtje opgeëist door de plenaire vergadering. Dat is het risico als men commissievergaderingen belegt tijdens de plenaire, die altijd voorrang heeft.

De openbare commissievergadering wordt geschorst van 14.29 uur tot 15.02 uur.

06 Vraag van de heer Bert Wollants aan de minister van Klimaat en Energie over "het energiegebruik in het Federaal parlamentsgebouw" (nr. 1646)

06.01 Bert Wollants (N-VA): Inzake energiebesparing heeft de overheid een voorbeeldfunctie. Fedesco probeert het energieverbruik en de CO₂-uitstoot te verminderen en hernieuwbare energie te introduceren in de federale overheidsgebouwen.

Is het Federaal parlamentsgebouw op dat vlak ooit onderzocht door Fedesco? Wat zijn daarvan de resultaten en werden die omgezet in concrete investeringen? Werden er beslissingen genomen voor een verantwoord energieverbruik? Heeft de minister zicht op het jaarlijks energieverbruik?

06.02 Minister Paul Magnette (Nederlands): De Kamer en de Senaat hebben initiatieven genomen om hun energieverbruik te verminderen, zoals de verwezenlijking van een haalbaarheidsstudie voor installaties van warmtekrachtkoppeling. Zij beschikken over technische ploegen die belast zijn met het energiebeheer. Gezien de onafhankelijkheid van deze Vergaderingen is het aangewezen deze informatie rechtstreeks aan hen te vragen. Fedesco kreeg geen opdracht tot een audit van dit parlamentsgebouw, noch tot een studie inzake de haalbaarheid van een warmtekrachtkoppelingseenheid.

Fedesco werd onlangs wel gecontacteerd door de Senaat in verband met het plaatsen van zonnecontrolefilms op de ruiten van de ontvangsthal, een studie betreffende airconditioningcontrole en ventilatie, en de installatie van de warmtekrachtkoppelingseenheid. Kamer en Senaat bepalen uiteraard zelf hun prioriteiten en de planning.

Het incident is gesloten.

07 Samengevoegde vragen van

- de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "het Belgisch plan voor hernieuwbare energie" (nr. 1419)
- de heer Willem-Frederik Schiltz aan de minister van Klimaat en Energie over "het Belgisch actieplan hernieuwbare energie" (nr. 1458)
- de heer Joseph George aan de minister van Klimaat en Energie over "het nationaal actieplan voor energie uit hernieuwbare bronnen" (nrs. 1713 en 1714)
- mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de minister van Klimaat en Energie over "de herkomst van de biobrandstoffen vermeld in het nationaal actieplan hernieuwbare energie" (nr. 1415)

07.01 Peter Logghe (VB): Het plan voor hernieuwbare energie werd zes maand te laat ingediend bij de Europese Commissie en zou weinig nieuwe maatregelen bevatten. Het laattijdig indienen is nefast voor onze reputatie als Europees voorzitter.

Waarom werd het plan zo laat ingediend? Welke nieuwe maatregelen bevat het plan? Welke visie heeft de Belgische regering? Klopt het dat er sterk gefocust wordt op biobrandstoffen? Hoe zal het plan worden uitgewerkt? Lopen wij niet hopeloos achterop in vergelijking met de andere lidstaten? Kunnen wij een kopie van het plan ontvangen?

07.02 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Het plan voor hernieuwbare energie is inderdaad vooral gericht op biobrandstoffen en elektrische voertuigen. Bij de inschatting van het toekomstige energieverbruik wordt geen rekening gehouden met besparingen, hoewel net op dat vlak nog veel gerealiseerd kan worden.

In het actieplan worden alleen de bestaande beleidsmaatregelen herhaald. Het middenveld werd nauwelijks

geconsulteerd. Een plan over energiebesparing zou nochtans aan efficiëntie winnen als organisaties uit de bouw- en transportsector en de milieubeweging betrokken werden.

Waarom werd ervoor geopteerd om de doelstelling van 13 procent hernieuwbare energie via samenwerkingsmechanismen te realiseren? Wat is het aandeel van de gecontesteerde biobrandstoffen in het plan? Waar moeten die geproduceerd worden? Waarom werden er geen doelstellingen vastgelegd voor elektrische wagens? Kan de minister de inschatting van het energieverbruik toelichten? Waarom is het plan niet ambitieuzer? Waarom werd het middenveld niet geconsulteerd? Waarom wordt alleen Elia verantwoordelijk gesteld voor de aanpassing van het netwerk?

07.03 Joseph George (cdH): In het nationaal actieplan staat dat, wanneer in een tussentijds rapport wordt vastgesteld dat de doelstellingen niet werden bereikt, een beroep kan worden gedaan op samenwerkingsmechanismen.

In het plan wordt niet verduidelijkt hoe de inspanning tussen de Gewesten wordt verdeeld. Ik kreeg daarover graag meer duidelijkheid. Kan van de samenwerkingsmechanismen gebruik worden gemaakt voor of pas na het tussentijds rapport? Wanneer zal dit worden opgesteld? Hoe staat het met de biobrandstoffen, meer bepaald met de brandstoffen die de strengste duurzaamheidscriteria in acht nemen? Waarom konden er in dit stadium nog geen knopen worden doorgehakt met betrekking tot de verdeling van de inspanning?

07.04 Peter Logghe (VB): Ik heb mijn vraag nr. 1403 omgezet in een schriftelijke vraag.

07.05 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Welke doelstelling streeft België na op het stuk van de biobrandstoffen, de productie van hernieuwbare energie en de hernieuwbare energiebronnen voor transportdoeleinden? Ze zou rond de 10 procent in 2020 schommelen. Aangezien er in het actieplan verscheidene tabellen opgenomen zijn, zou ik u willen vragen die cijfers toe te lichten.

Zullen de biobrandstoffen in België geproduceerd worden? Zal men moeten importeren uit het buitenland? Zo ja, zijn er grenzen? Welke impact zal de productie van biobrandstoffen op de voedselproductie en het grondgebruik hebben? Ik weet dat er criteria met betrekking tot de certificaten voor duurzame ontwikkeling werden ingebed in onze nationale wetgeving en in de Europese richtlijn.

Ik verwees in mijn vraag naar een rapport van ValBiom. Na de indiening van mijn vraag werd er afgelopen vrijdag een studie van CETRI gepubliceerd. Daarin staat men zeer kritisch tegenover de Europese doelstellingen en de impact van die doelstellingen op de teelt van voedingsgewassen, de sociale rechten en de mensenrechten in de zuiderse landen.

Met betrekking tot biobrandstoffen moeten we een realistisch doel stellen en moeten we gebruikmaken van onze eigen hulpbronnen. Dreigt de import van grondstoffen de teelten voor de lokale voedselproductie immers niet te verdringen en de ontbossing niet mee in de hand te werken? Dreigt de import van Braziliaanse biodiesel onze eigen productie-eenheden niet in moeilijkheden te brengen? Hoe kan die kwadratuur van de cirkel worden opgelost?

07.06 Minister Paul Magnette (Nederlands): Het plan werd te laat ingediend omdat er nog besprekingen gevoerd moesten worden met de Gewesten. Het plan is beschikbaar op de website van de FOD Economie. Er werd wel degelijk rekening gehouden met energiebesparingen bij het inschatten van het toekomstige verbruik. Het plan voegt alle gegevens samen en duidt indicatieve trajecten aan voor de ontwikkeling van hernieuwbare energie. De sectoren werden geraadpleegd. Een grote nationale raadpleging werd niet opportuun geacht.

Wij beroepen ons op flexibele mechanismen, die 0,5 procent in beslag nemen. De Gewesten samen moeten 13 procent bereiken. De inspanningen moeten verdeeld worden tussen de Gewesten. Als dat gebeurd is, zal elke deelstaat zijn eigen traject kunnen verwezenlijken. Die verdeling kan echter niet gebeuren in een periode van lopende zaken. Er zal een samenwerkingsakkoord tussen de deelstaten gesloten moeten worden. De bestaande maatregelen worden verder uitgevoerd.

De technologieën voor hernieuwbare energie zijn innovatief. Niets wijst erop dat ons land achterop zou lopen. Tegen eind 2011 moet een verslag over de verwezenlijkingen aan de Europese Commissie bezorgd worden.

Dat moet om de twee jaar gebeuren en vormt een gelegenheid om bepaalde aspecten bij te sturen. Het plan is in overeenstemming met de eisen van de richtlijn om 10 procent hernieuwbare energie voor vervoer tegen 2020 te realiseren. Dat zal vooral gebeuren door het gebruik van biobrandstoffen zoals biodiesel en bio-ethanol. De biobrandstoffen van de tweede generatie zullen vanaf 2016 geleidelijk de huidige vervangen. Ook elektrisch vervoer op de weg zal bijdragen. De hernieuwbare elektriciteit bij de spoorwegen zal tegen 2020 verdubbelen.

(Frans) De richtlijn bepaalt dat enkel biobrandstoffen die voldoen aan strenge duurzaamheidscriteria, gebruikt mogen worden. In het licht van de regels die de marktwerking bepalen, kan het gebruik van biobrandstoffen echter niet gekoppeld worden aan de herkomst ervan. In theorie is de productiecapaciteit in België groot genoeg om onze doelstelling te bereiken. De manier waarop er in het kader van het duurzaamheidscriterium rekening moet worden gehouden met de herbestemming van de gronden, wordt momenteel op het Europese niveau besproken.

België moet ervoor zorgen dat 4 procent van de brandstoffen biobrandstoffen zijn. Dit percentage werd vastgesteld bij de wet van 22 juli 2009. Ik heb mijn administratie gevraagd om deze wet te evalueren. Afhankelijk van de resultaten zal ik voorstellen dat het percentage wordt opgetrokken, als dat haalbaar lijkt. De volumes die in het kader van de bij de wet van 10 juni 2006 vastgestelde quota worden gegenereerd, zullen tot 30 september 2013 zeker worden gehaald. Tot die datum is de kwestie van de invoer niet aan de orde.

Voor het overige wachten wij op de evaluatie door de Europese Commissie, die aan het Europees Parlement en de Europese Raad verslag zal uitbrengen over de gevolgen van de toegenomen vraag naar biobrandstof voor de sociale duurzaamheid in de Unie en derde landen, en over de gevolgen van het biobrandstofbeleid van de Unie voor de beschikbaarheid van levensmiddelen tegen een betaalbare prijs, met name voor de bevolking in de ontwikkelingslanden. Om tijdig te kunnen ingrijpen, heb ik de opdracht gegeven om deze studie uit te voeren, heb ik ze laten publiceren en heb ik over dit dossier een debat georganiseerd, zodat er op het Europese niveau zo veel mogelijk aandacht aan wordt geschonken.

(Nederlands) Elia is verantwoordelijk voor het transportnet voor elektriciteit. De Gewesten zijn bevoegd voor de distributie.

Het schema voor het ontwikkelingsplan van Elia is gebaseerd op overleg. Het advies van de CREG is niet dwingend. De sector moet een strategie kunnen ontwikkelen op basis van het beleid. Als een bepaald punt uit het plan voor discussie zorgt, kan daar verder over overlegd worden en de rest van het plan kan verder uitgevoerd worden.

07.07 Peter Logghe (VB): Het plan zal dus pas geïmplementeerd worden als er een volwaardige federale regering is. Blijkbaar is de minister van plan om het aandeel biobrandstoffen te verhogen. Ik zal zeker nog vragen stellen over het gebruik van vaste biomassa.

07.08 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Als het middenveld niet geïnteresseerd was in een nationale consultatie, dan had de regering de organisaties moeten aansporen om toch een dialoog te voeren. Onlangs is gebleken dat de subsidies voor biomassa ervoor gezorgd hebben dat bepaalde industrieën zijn ingestort. Ik ben tevreden over een aantal punten en zeker ook over het feit dat ons land het thema hoog op de Europese agenda tracht te zetten, maar ik hoop dat er in de toekomst bij het gebruik van biobrandstoffen meer rekening gehouden zal worden met duurzaamheid en dat ook andere energieproductievormen benut zullen worden.

07.09 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!): Het beste antwoord bestaat erin onze vervoersuitstoot te verminderen. Er is nu al sprake van een anticipatie op de doelstelling van 10 procent, en de totstandkoming van een aan de milieunormen beantwoordend Europees aanbod inzake grondstoffen moet worden aangemoedigd.

Het incident is gesloten.

08 Samengevoegde vragen van

- de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "het saneringsfonds voor

stookolietanks" (nr. 1461)

- mevrouw **Liesbeth Van der Auwera** aan de minister van Klimaat en Energie over "de oprichting van het fonds voor particuliere stookolietanks" (nr. 1747)

- de heer **Bert Wollants** aan de minister van Klimaat en Energie over "het fonds voor stookolietanks" (nr. 1768)

08.01 Peter Logghe (VB): In 2000 werd voorzien in het oprichten van een saneringsfonds voor stookolietanks, maar in 2007 zat de oprichting en de uitwerking hiervan in het slop door discussies tussen de federale overheid en de Gewesten. Er is al een gemeenschappelijk voorstel van de petroleum- en de verzekeringssector over de mogelijkheid om zich te verzekeren tegen de saneringskosten van eventuele vervuilingen, maar daarvoor moet eerst een samenwerkingsakkoord tussen de Gewesten en de federale overheid worden uitgewerkt. Wat is de stand van zaken in dit dossier?

Ik stel mijn vraag omdat bij de recente wateroverlast heel wat stookolietanks zijn ondergelopen. Dit water moet uit de tanks worden verwijderd, maar om bezoedeling met stookolie te voorkomen, mag het niet in de riolering worden gepompt. Wie zal opdraaien voor deze sanering? Gebeurt dat via het Rampenfonds of via de verzekeringsmaatschappijen?

08.02 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Ik sluit me aan bij de vragen van de heer Logghe. Welke initiatieven heeft de minister het afgelopen jaar genomen om dit fonds op te richten? Wat zijn de knelpunten? Welke initiatieven plant hij om uit de impasse te geraken? Wat is de timing?

08.03 Bert Wollants (N-VA): Ik sluit mij aan bij mijn collega's, maar wil daar nog iets aan toevoegen. Het Vlaamse regeerakkoord bepaalt dat Vlaanderen zelf een regionaal stookoliefonds zal oprichten als er in 2010 nog geen federaal stookoliefonds is.

Zal het stookoliefonds op korte termijn worden opgericht? Steunt de minister het engagement van de Vlaamse regering om uit deze impasse te geraken? Vorige week hebben wij bij het verdrag over Rijn- en binnenvaart unaniem een samenwerkingsakkoord goedgekeurd dat bepaalt dat de Gewesten een bijdrage kunnen heffen op fossiele brandstoffen. Heeft de federale overheid in dit dossier dan nog een grote rol te spelen?

08.04 Minister Paul Magnette (Nederlands): Na een jaar werd het gemeenschappelijke voorstel van de aardoliesector en de verzekeringssector in januari 2010 op mijn kabinet eindelijk toegelicht. Op basis van die bespreking zou de sector een meer concreet voorstel uitwerken. Het idee was een federaal fonds op te richten, gespijsd door een bijdrage van de stookoliegebruikers, gekoppeld aan een uitbreiding van de verzekeringspolissen en een samenwerkingsakkoord met de Gewesten voor het technische stuk van de milieusanering. Door het ontslag van de regering konden we dit dossier niet afwerken.

Ik heb geen principiële bezwaren tegen initiatieven die buiten de regering worden genomen, zoals een aanpassing van verzekeringspolissen of een sensibiliseringscampagne voor de sector. Ook de Gewesten kunnen initiatieven nemen, maar die horen wel thuis in de algemene gesprekken over een verdere regionalisering. Het heffen van een bijkomende belasting op de stookolieprijs om het fonds te spijzen, is immers een federale materie. Een regionalisering daarvan is bovendien administratief en logistiek niet eenvoudig te realiseren.

De eigenaar van een ondergelopen stookolietank is daar zelf verantwoordelijk voor. Hij moet nagaan of dit al dan niet door zijn verzekering wordt gedekt. Als de tank is ondergelopen als gevolg van een erkende calamiteit, kan de eigenaar via het Rampenfonds een vergoeding bekomen indien zijn verzekering dit niet dekt.

08.05 Peter Logghe (VB): Dus ook hier heeft het ontslag van de regering weer roet in het eten gegooid. De verzekeringsmaatschappijen dreigen met premieverhogingen voor de brandverzekering voor particulieren, omdat zij nu al niet toekomen om de schade te betalen. Ik wens de minister dan ook veel succes met de onderhandelingen met de verzekeringssector: die zullen niet eenvoudig zijn.

08.06 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): In de commissie voor het Bedrijfsleven zullen we in de toekomst misschien wel moeten voorstellen om de brandpolissen uit te breiden tot stookolietanks. Er is inderdaad

dringend een nieuwe regering nodig.

08.07 Bert Wollants (N-VA): Het federale stookoliefonds is nog niet meteen voor morgen, dus ik veronderstel dat het Vlaams Gewest misschien de nodige stappen zal zetten. CD&V, sp.a en N-VA hebben hierover een lokaal gesteund akkoord gesloten.

Dat de bijdrage op stookolie federaal is, staat haaks op wat wij vorige week beslist hebben: dat de Gewesten op basis van het samenwerkingsakkoord verantwoordelijk zijn voor het heffen van een bijdrage op fossiele brandstoffen, om daarmee de kosten van de verwerking van olie- en vethoudende afvalstoffen te dragen.

08.08 Minister Paul Magnette (Nederlands): Dat moet ik verifiëren.

08.09 Bert Wollants (N-VA): Het advies van de Raad van State over het BOVAST-dossier is duidelijk: het innen van een heffing om maatregelen te nemen op een ander niveau – want saneringskosten zijn gewestelijke bevoegdheden – kan eigenlijk niet.

08.10 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Het federale niveau zou de heffing niet innen.

08.11 Bert Wollants (N-VA): Het gaat erom wie bevoegd is voor de heffing van die bijdrage.

08.12 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Dat maakt deel uit van het samenwerkingsakkoord.

Het incident is gesloten.

09 Samengevoegde vragen van

- de heer Olivier Deleuze aan de minister van Klimaat en Energie over "de tenuitvoerlegging van de wet van 9 februari 1981 houdende de voorwaarden voor export van kernmaterialen en kernuitrustingen, alsmede van technologische gegevens" (nr. 1571)
- mevrouw Catherine Fonck aan de minister van Klimaat en Energie over "de tenuitvoerlegging van de wet van 9 februari 1981 houdende de voorwaarden voor export van kernmaterialen en kernuitrustingen, alsmede van technologische gegevens" (nr. 1723)
- de heer Kristof Calvo aan de minister van Klimaat en Energie over "de regionale exportvergunningen voor de gammagrafietoestellen aan Iran" (nr. 1727)
- de heer Olivier Deleuze aan de minister van Klimaat en Energie over "de uitvoer van een gammagrafietoestel naar Iran in 2009" (nr. 1729)
- de heer Peter Logghe aan de minister van Klimaat en Energie over "uraniumuitvoer naar Iran" (nr. 1765)

09.01 Olivier Deleuze (Ecolo-Groen!): We hadden vernomen dat de Commissie van advies voor de niet-verspreiding van kernwapens (CANVEK) een negatief advies uitgebracht had met betrekking tot de uitvoer naar Iran van een toestel dat voor militaire doeleinden kan worden ingezet. Op 4 juni 2009 hebt u die weigering bevestigd en het bedrijf daarvan op de hoogte gebracht. Vervolgens zou u die informatie aan het Waals Gewest meedelen.

Onlangs hebben we echter vernomen dat de minister-president van het Waals Gewest een 'niet geïnterpreteerd'-attest had afgegeven, wat betekent dat het materiaal niet onder de desbetreffende Belgische en internationale regelgeving valt. Dat is vreemd, gelet op het feit dat het Waals Gewest het advies van de CANVEK gevraagd had. Als het niet om nucleair materiaal gaat, waarom werd dat advies dan gevraagd? Hebt u uw weigering meegedeeld aan het Waals Gewest?

09.02 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Het Waals Gewest heeft twee keer een exportvergunning toegekend voor gammagrafietoestellen, tegen de negatieve adviezen in van specialisten en zonder federale machtiging.

Hoe is zo iets mogelijk? Van wie moet de informatie komen, van het Waals Gewest of van het betrokken bedrijf? Werd het negatieve advies van de CANVEK niet gecommuniceerd? Sinds wanneer is de minister op de hoogte van regionale exportvergunningen voor problematische producten? Heeft de minister het Waals Gewest geïnterpelleerd over deze inbreuken?

09.03 Peter Logghe (VB): Wanneer komt er een procedure waardoor dergelijke ontsporingen onmogelijk worden gemaakt? Zal de minister het Waals Gewest in gebreke stellen voor de aflevering van deze vergunning?

09.04 Minister **Paul Magonette** (*Frans*): Ik kan ook antwoorden op een andere vraag die de heer Deleuze op 9 december indiende over de weigeringen sinds 2004.

09.05 Olivier Deleuze (Ecolo-Groen!): Gaat u ervan uit dat ik die vraag gesteld heb. Dank u.

09.06 Minister **Paul Magonette** (*Frans*): Ik begin met de eerste vraag van de heer Deleuze, over de weigeringen en de uitvoervergunningen, namelijk onderdelen voor een isostatische pers naar India (14 september 2004); onderdelen voor een heet-isostatische pers naar India (14 september 2004); een koud-isostatische pers naar India (18 november 2004); een heet-isostatische pers naar Iran (17 januari 2005); een rondloperpers voor de aanmaak van nucleaire brandstoftabletten naar India (18 november 2005); onderdelen voor een grafietrondloperpers naar Iran (15 januari 2007); gammagrafie-toestellen en 40.000 curies iridium 192 naar Iran (4 juni 2009); schoepen voor gasturbines naar Iran (23 juni 2010) en schoepen voor stoomturbines naar Iran (28 september 2010).

Aangezien de Gewesten het statuut van waarnemer hebben (koninklijk besluit van 5 juni 2004), worden zij uitgenodigd op alle vergaderingen van de CANVEK en krijgen ze volledige dossiers over alle agendapunten. Er is dus niet voorzien in specifieke contacten tussen de kabinetten of tussen ministers.

(*Nederlands*) Een gammagrafietoestel wordt gebruikt om gebreken van lasnaden op te sporen. Het is niet onderworpen aan een vergunning, noch aan een federale machtiging. Er werd door het Waals Gewest enkel een attest afgeleverd dat vermeldt dat de goederen niet onder de Europese vergunningsreglementering vallen. Het Waals Gewest heeft dus geen vergunning afgeleverd voor de gammagrafietoestellen, noch voor het verarmde uranium. Het negatieve advies van de CANVEK is gebaseerd op resolutie 1737 van de VN Veiligheidsraad, die bepaalt dat er geen goederen mogen worden uitgevoerd die kunnen bijdragen tot de verrijking, opwekking of productie van zwaar water op Iraans grondgebied. Gammagrafietoestellen kunnen worden gebruikt in eender welke industrie, dus ook in de fabricage van zwaar water.

De CANVEK heeft op zijn vergadering van 19 maart 2009 een negatief advies uitgesproken dat werd meegedeeld aan het Waals Gewest. Op 4 juni 2009 werd de weigering van machtiging meegedeeld aan de exporteur en aan de waarnemers van het Waals Gewest. Er was geen uitvoer meer van die toestellen vanaf het ogenblik dat de weigering van machtiging van de federale overheid door mij werd ondertekend. Pas in december 2009 werd het secretariaat van de CANVEK van het regionale attest op de hoogte gebracht en heeft ze de opmerking van de Europese Commissie betreffende de aanwezigheid van verarmd uranium in deze toestellen verspreid.

Persoonlijk was ik niet op de hoogte van die regionale attesten. Het Waals Gewest werd niet geïnterpelleerd over de uitvoer van gammagrafietoestellen, omdat het Gewest op dat moment niet op de hoogte was van de aanwezigheid van verarmd uranium in de toestellen.

De uitvoer van verarmd uranium naar Iran is sinds november 2008 verboden. Indien de exporteur dit niet meedeelt, dan is de exporteur verantwoordelijk. Uit niets blijkt dat het Waals Gewest een vergunning heeft bezorgd voor verarmd uranium of dat het op de hoogte was van de aanwezigheid van verarmd uranium in gammagrafietoestellen.

Ik heb het functioneren van de CANVEK al verbeterd door de samenstelling van de interministeriële commissie te wijzigen. Daarna heb ik ook de nodige maatregelen genomen om een clause *catch all* toe te voegen aan de wet houdende diverse bepalingen.

Er werd beroep ingesteld tegen die bepalingen bij het Grondwettelijk Hof. U mag er hoe dan ook zeker van zijn dat wij alle aspecten waarvoor er maatregelen dienen te worden genomen om het federaal toezicht ter zake te verscherpen, zullen evalueren.

Ik zal nu het precieze verloop van de gebeurtenissen schetsen: op 5 maart 2009 vroeg het Waals Gewest advies aan de CANVEK inzake de uitvoer van gammagrafietoestellen die met een radioactieve stralingsbron werken; op 19 maart stond het dossier op de agenda van de CANVEK, die een negatief advies uitbrengt; op 6 april zond het secretariaat van de CANVEK de nog niet goedgekeurde notulen van de vergadering aan de leden en de waarnemers van de Gewesten; op 21 april werd het negatieve advies van de CANVEK ondertekend door de voorzitter van de adviescommissie; op 24 april kwam de CANVEK dienaangaande voor de tweede keer bijeen om de modaliteiten voor de betekening van de beslissing aan de internationale agentschappen vast te stellen; op 4 juni ondertekende ik de beslissing tot weigering van een uitvoervergunning. De CANVEK stuurde die beslissing tot weigering onmiddellijk naar de exporteur en het Waals Gewest.

Op 13 maart 2009 diende ik een klacht in met burgerlijke partijstelling betreffende het dossier inzake de zirkoniumlevering.

Sinds december 2007 heb ik welgeteld acht exportvergunningen afgegeven; de lijst houd ik ter beschikking. In geen van die gevallen werd er een federale vergunning voor de export van gammagrafietoestellen naar Iran of om het even welke andere exportvergunning voor Iran afgegeven. Wat de export zelf betreft, kan de douane geen nucleaire stoffen of toestellen de grens laten passeren als er geen vergunning voor werd afgegeven.

Er bestaat een wettekst waarin de aanstelling van de ambtenaren die gemachtigd worden om inbreuken op te sporen en vast te stellen, wordt geregeld. Dat was een van de verbeteringen aan de regeling die ik in de praktijk wilde omzetten, maar dat werd mij door de politieke situatie onmogelijk gemaakt. Die tekst is nog altijd vervat in de wet houdende diverse niet-dringende bepalingen. Momenteel is het zo dat de CANVEK een beroep kan doen op de officieren van gerechtelijke politie, de Veiligheid van de Staat, de Administratie der Douane en Accijnzen en de Algemene Directie Controle en Bemiddeling van de FOD Economie.

Mijns inziens heeft de CANVEK haar werk uitstekend gedaan. De goedgekeurde verbeteringen in de wet van vorig jaar moeten evenwel in de praktijk gebracht worden en het federale toezicht moet verscherpt worden, aangezien dit incident het gevolg is van het feit dat de onderneming onvoldoende informatie heeft verstrekt.

09.07 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Het antwoord was me niet helemaal duidelijk. Hebben de exportvergunningen of *attestations non visées* nog plaatsgevonden na de eerste beraadslaging van de CANVEK op 19 maart 2010? Wie initieert de CANVEK-discussie? Waarom zou de CANVEK zich over het dossier hebben uitgesproken als gammagrafietoestellen toch geen federale bevoegdheid zijn?

De catch-outclausule en alles met nucleaire doeleinden moet volgens mij in de CANVEK worden besproken.

09.08 Minister Paul Magnette (Frans): Ik ben de data aan het checken. Als ik mij niet vergis, zijn dat attesten die dateren van vóór die van 5 maart. De CANVEK neemt op 5 maart kennis van het dossier omdat het Waals Gewest haar heeft geraadpleegd over de kwestie van de uitvoer van die gammagrafietoestellen die gebruik maken van een radioactieve bron. Bij mijn weten heeft de CANVEK kennis van de zaak genomen omdat het Gewest haar heeft geraadpleegd, en niet omdat er een rechtstreeks contact met het bedrijf heeft plaatsgevonden.

09.09 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): De minister zegt nu dat het normaal is dat het Waals Gewest een attest voor gammagrafietoestellen afleverde, omdat ze niet op de federale lijst voorkomen en dus geen federale bevoegdheid zijn, maar waarom zou er dan ooit gediscussieerd zijn over die toestellen in de CANVEK-commissie? Waarom werd in maart en in juni een machtiging geweigerd op het federale niveau als zij niet bevoegd zijn voor die toestellen? Volgens mij is het wel een federale bevoegdheid, omdat de toestellen een nucleair doeleinde hebben.

09.10 Minister Paul Magnette (Frans): Ik herhaal dat ik niet kan antwoorden in de plaats van de betrokken overheid. Het Gewest legde dit dossier op 5 maart 2009 voor aan de CANVEK. Het hoefde dit inderdaad niet

te doen, want het had geen vergunning, maar wel een attest uitgereikt. Het toestel stond immers niet op de lijst van de producten waarvoor het advies van de CANVEK moet worden gevraagd, en dus hoefde het Gewest die commissie er niet bij te betrekken, wat het toch deed. Dat is de oorzaak van alles. Als men dit dossier analyseert, stelt men immers vast dat het product geen probleem oplevert, maar wel de verpakking. Deze bevat namelijk verarmd uranium.

09.11 Olivier Deleuze (Ecolo-Groen!): In de notulen van de vergadering van de CANVEK wordt er nergens gewag gemaakt van verrijkt uranium. In de conclusie wordt gepreciseerd dat de uitvoeraanvraag niet duidelijk is en dat de kwestie van het verarmd uranium hier niet centraal staat. Het probleem is dat het Waals Gewest enerzijds een uitvoervergunning toekent voor materiaal en anderzijds aan de CANVEK vraagt wat het moet doen. Dat is enigszins schizofreen.

09.12 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Volgens mij moest het Waals Gewest ook zonder verarmd uranium in de gammagrafietoestellen de CANVEK-commissie raadplegen. Alle specialisten zijn tegen de export van gammagrafietoestellen naar Iran. Hopelijk zal ook de Waalse minister-president die verslagen te zien krijgen.

Het Vlaams Gewest vecht de wetgeving aan bij het Grondwettelijk Hof en wil de CANVEK-commissie niet meer consulteren. Het Waals Gewest vraagt wel een advies, maar respecteert het niet. De minister is dus blijkbaar enkel op papier bevoegd voor nucleair transport.

09.13 Peter Logghe (VB): Elke partij zegt dat zij de procedure heeft gevolgd. Enkel het Waals Gewest heeft blijkbaar onnodig de CANVEK om advies gevraagd. De procedure moet dringend worden herbekeken. Hopelijk gebeuren er geen drama's als gevolg van deze gebrekkige werkwijze.

Het incident is gesloten.

10 Samengevoegde vragen van

- de heer **Joseph George** aan de minister van Klimaat en Energie over "de uitspraak van het Grondwettelijk Hof met betrekking tot de onafhankelijkheid van de CREG" (nr. 1347)
- mevrouw **Liesbeth Van der Auwera** aan de minister van Klimaat en Energie over "het arrest van het Grondwettelijk Hof in verband met de autonomie van de CREG" (nr. 1410)

10.01 Joseph George (cdH): In het arrest dat op 18 november door het Grondwettelijk Hof werd gewezen, wordt bevestigd dat de CREG een administratieve overheid is die over een grote autonome bevoegdheid beschikt en bijgevolg niet onderworpen kan zijn aan enige hiërarchische controle of enig toezicht.

Dit arrest loopt vooruit op de derde Elektriciteitsrichtlijn die in Belgisch recht moet worden omgezet. In het kader van een eerdere vraag gaf u aan dat het derde Energiepakket voor het einde van het jaar via een wetsontwerp zou worden omgezet. Ik ga ervan uit dat daarin rekening zal worden gehouden met de uitspraak van het Grondwettelijk Hof.

10.02 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): De minister wilde het ontwerp dat het derde energiepakket in nationale wetgeving zou omzetten nog voor het einde van het jaar indienen. Blijkbaar lukt dat niet. Alleszins zal men in dit ontwerp met de door het Grondwettelijk Hof opgelegde autonomie rekening dienen te houden.

De nieuwe elektriciteitsrichtlijn, artikel 35, versterkt de onafhankelijkheid van de regulerende instanties. Wordt in het ontwerp van de minister expliciet ingeschreven dat de CREG als instelling en haar directeurs en personeel onafhankelijk zijn van elke andere publieke of private entiteit? Hoe wordt die onafhankelijkheid in het ontwerp geconcretiseerd?

10.03 Minister Paul Magnette (Frans): Het wetsontwerp tot omzetting van het derde Energiepakket in nationale wetgeving zal heel binnenkort aan de interkabinettenwerkgroepen worden voorgelegd. De CREG heeft haar voorstellen ingediend en we hebben de tijd genomen om ze te analyseren. We voegen er een aantal bepalingen aan toe.

De Europese Commissie wil meer onafhankelijkheid voor de regulator, wat duidelijk in het voorstel zal

worden opgenomen. Zo zal de onafhankelijkheid van het personeel worden gewaarborgd, zullen de werkingskosten en de begroting worden vastgesteld door het Parlement en zal de CREG worden belast met het permanente toezicht op de inachtneming door de transmissienetbeheerders van de vereisten inzake onafhankelijkheid.

(Nederlands) De dubbele structuur van de CREG met een algemene raad en een onafhankelijk directiecomité moet uiteindelijk behouden blijven.

Een regering van lopende zaken kan bij hoogdringendheid Europese richtlijnen of verordeningen omzetten. Mijn doel is dus een voorontwerp voor te stellen op een van de ministerraden van januari.

(Frans) Het huishoudelijk reglement, de voorwaarden met betrekking tot de toegang tot het net, de vaststelling van de tarieven en de berekeningswijze moeten worden geanalyseerd op basis van het derde pakket en de recente uitspraken van het Grondwettelijk Hof en het hof van beroep.

Het derde energiepakket biedt de mogelijkheid om de regulator de bevoegdheid te verlenen om ofwel de tarieven vast te stellen ofwel de berekeningswijze te bepalen. Ik ben van plan om de CREG bevoegd te maken voor het bepalen van de wijze van berekening van de tarieven, op voorstel van de beheerders en in overeenstemming met de door de wetgever vastgestelde berekeningsmethoden. Daardoor kan er een goed evenwicht worden bereikt tussen de controle door de wetgever en de onafhankelijkheid van de regulator.

(Nederlands) Op de energiemarkt moet er een evenwicht zijn in de bevoegdheidsverdeling tussen de minister van Energie, de regulator van de markt en de federale overheid. Een dergelijk evenwicht waarborgt de goede concurrentiële werking van de markt. De bevoorradingszekerheid, waar de overheid voor instaat, is de sluitsteen van het Belgische energiebeleid op middellange en lange termijn. Een grotere bevoegdheid voor de regulator doet daar niets aan af.

Het incident is gesloten.

11 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw Ann Vanheste aan de minister van Klimaat en Energie over "de commerciële strategie van Delta Lloyd" (nr. 1668)

- mevrouw Karine Lalieux aan de minister van Klimaat en Energie over "de handelwijze van Delta Lloyd Bank" (nr. 1696)

11.01 **Karine Lalieux** (PS): In de pers staat te lezen dat de bank Delta Lloyd op het punt staat om 125.000 van haar klanten, de minst gefortuneerde, uit te sluiten. Het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding buigt zich momenteel over een klacht wegens discriminatie.

Bij de wet van 24 maart 2003 wordt er een basisbankdienst ingesteld. Als andere banken het voorbeeld van Delta Lloyd volgen, dreigt een zeer groot aantal consumenten van bankdiensten te worden uitgesloten. De wet voorziet echter in een solidariteitsregeling voor de banken. Het is niet de bedoeling dat er banken voor de rijken en banken voor de armen komen, alhoewel de banksector dat vóór de wet van 2003 wel beoogde. Uit de actualiteit blijkt dat er problemen zijn met de consumentenbescherming en de rol van de nieuwe CBFA. Daarom moet er volgens ons – en ik herhaal dat al sinds 2008 – een echt agentschap voor de bescherming van consumenten in bankzaken komen. Ik vrees dat dat niet voor morgen zal zijn.

Heeft u uw administratie gevraagd de situatie op te helderen en de mogelijke risico's van de beslissing van Delta Lloyd te evalueren? Als de bank haar plannen doorzet, welke sancties zouden er dan opgelegd kunnen worden?

Ik heb inmiddels een brief van Delta Lloyd ontvangen waarin staat dat een en ander verkeerd is overgekomen. We begrijpen de banken vaak verkeerd! Dat was ook al het geval met de bankenfederatie Febelfin en haar beslissing met betrekking tot MasterCard.

11.02 **Minister Paul Magnette** *(Frans)*: Een kredietverstrekker kan niet zo maar een lopende hypothecaire lening of consumentenkrediet opzeggen. Voor consumentenkredieten van onbepaalde duur is er sinds de

inwerkingtreding van de wet van 13 juni 2010 voorzien in een opzegtermijn van minimum twee maanden.

Artikel 6 van de wet van 24 maart 2003 tot instelling van een basis-bankdienst bepaalt dat een kredietinstelling enkel mag weigeren een basis-bankdienst te verlenen of hem op te zeggen in geval van oplichting, misbruik van vertrouwen, frauduleus bankroet, valsheid in geschrifte of witwassen van kapitalen door de consument of in geval de consument reeds over een andere rekening beschikt. De beschikking van toelaatbaarheid van een verzoek tot collectieve schuldenregeling kan geen reden zijn om een rekening te weigeren of op te zeggen.

Gelet op de *ratio legis* van voornoemde wet, lijkt het me aangewezen dat in alle bankkantoren een aanvraagformulier voorhanden is. De consumentenorganisatie OIVO heeft daarover een klacht ingediend bij het Centrum voor Gelijkheid van Kansen. De administratie zal ingrijpen indien de wet tot instelling van een basis-bankdienst niet wordt nageleefd.

Ook de Europese Commissie denkt eraan een richtlijn betreffende de basis-bankdienst uit te vaardigen. Het Belgisch model kan daarbij als referentie gelden.

11.03 Karine Lalieux (PS): Iedereen die een lopende rekening heeft en die onder de voorwaarden van de basis-bankdienst valt, zou een basis-bankrekening moeten kunnen openen, wat tot komische toestanden ten aanzien van Delta Lloyd zou kunnen leiden.

Maar we moeten erover nadenken om de wet een dwingender karakter te geven, naar het voorbeeld van de MiFID-richtlijn.

Dat zou nodig zijn, aangezien de banken bepaalde categorieën van personen geleidelijk willen uitsluiten, wat onaanvaardbaar is.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van de heer Theo Francken aan de minister van Klimaat en Energie over "de werkwijze van de gasleverancier Fluxys" (nr. 1643)

12.01 Theo Francken (N-VA): In het weekblad *Knack* stond twee weken geleden dat we in Rotselaar door puur geluk aan een gasramp zijn ontsnapt die veel groter had kunnen zijn dan die in Gellingen. Onder de grond van Rotselaar en Lubbeek kruisen de drie grootste gasleidingen van West-Europa elkaar. Blijkbaar was er de dag voor het incident in Rotselaar ook al een incident in Lubbeek.

Kan de minister de inhoud van het artikel uit *Knack* bevestigen? Wat was er precies mis met de leidingen? De minister antwoordde me eerder dat hij op een rapport wachtte. Is dat rapport er al? Ik blijf er ook bij dat de communicatie van Fluxys niet goed is: het bedrijf heeft nu een Bongobon rondgedeeld bij alle omwonenden.

Is de minister bereid om zo snel mogelijk een brief te sturen aan de voorzitter van de raad van bestuur van Fluxys om nog voor de lente in elk van de gemeenten een groot informatiemoment te organiseren? Mijn gemeenbestuur zal hen met open armen ontvangen. Dan kunnen ze de bewoners alles uitleggen over de aanwezige gasleidingen en wat er in geval van nood moet gebeuren.

Voorzitter: Kristof Calvo.

12.02 Minister Paul Magnette (Nederlands): Het onderzoek naar dit incident door mijn administratie is nog niet afgerond, dus ik kan daar nog geen toelichting over geven. In Lubbeek was er de dag voordien enkel geluidshinder en zeker geen gaslek.

Fluxys communiceert in de voorbereidings- en vergunningsfase voor de aanleg van een nieuwe leiding herhaaldelijk met de gemeenten en omwonenden. Bij de start van de werken wordt opnieuw contact

opgenomen met de mensen die bij de werken betrokken zijn. Voorafgaand aan de volledige ingebruikname worden de gemeente, brandweer en politie op de hoogte gebracht. Vervolgens wordt de databank ondergrondse leidingen van de FOD Binnenlandse Zaken bijgewerkt.

Fluxys heeft dadelijk na het ontstaan van het aardgaslek contact genomen met de burgemeesters en de gouverneur en was met verschillende mensen aanwezig in het provinciaal crisiscentrum. Na het incident heeft Fluxys van zondag 14 tot dinsdag 16 november alle bewoners bezocht die werden geëvacueerd en hen richtlijnen gegeven voor wat ze kunnen doen bij eventuele schade. We kunnen natuurlijk nog verder nadenken over de risicocommunicatie van overheden bij nood- en interventieplannen. Ook op dit gebied kan het officiële rapport verbeteringen aangeven.

12.03 Theo Francken (N-VA): Kan de minister de voorzitter van de raad van bestuur een brief sturen met de vraag om op korte termijn een informatiemoment in te lassen in Lubbeek en Rotselaar over de aanwezige gasleidingen en hoe de bewoners daarmee om moeten gaan? En dan bedoel ik niet alleen voor de mensen die binnen een straal van twintig meter wonen.

12.04 Minister Paul Magnette (Nederlands): Ik zal formeel contact met de heer Termont opnemen.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van de heer Anthony Dufrane aan de minister van Klimaat en Energie over "de impact van de federale energiebijdrage op de elektriciteitsstarieven van 2011" (nr. 1728)

13.01 Anthony Dufrane (PS): Volgens de CREG zullen de elektriciteitsfacturen in 2011 stijgen, omdat de federale bijdrage waarmee de openbaredienstverplichtingen worden gefinancierd met 29 procent zou stijgen.

Het is geenszins de bedoeling de financiering van de sociale tarieven of van het Kyotofonds ter discussie te stellen, maar men mag ook de factuur van de consument niet uit het oog verliezen. Kunt u bevestigen dat de federale bijdrage de hoogte ingaat? Zo ja, in welke mate? Waarom is die stijging noodzakelijk? Welke weerslag zal ze hebben op de globale elektriciteitsfactuur voor de klanten?

13.02 Minister Paul Magnette (Frans): Het bedrag van de federale bijdrage wordt op 15 december van elk jaar bekendgemaakt op de website van de CREG. Voor 2011 bedraagt de bijdrage voor elektriciteit 5,26 euro en voor gas 0,50 euro per megawattuur. Het gaat om een stijging met respectievelijk 29 en 53 procent.

Die stijging is aan verscheidene factoren te wijten: vooreerst waren er vorig jaar minder inkomsten, als gevolg van de daling van het verbruik en van een vermindering van 5 procent van de hoeveelheid energie waarmee rekening wordt gehouden voor de berekening van de bijdrage. Ook de automatische indexering van de fondsen speelt een rol. Ten slotte is er het hoge vrijstellingsniveau voor de berekening van de toeslag voor de denuclearisatie en de broeikasgassen. In het licht van dat hoge vrijstellingsniveau heb ik voorgesteld die vrijstelling af te schaffen, maar dat voorstel werd vooralsnog niet bijgetreden. We zullen hierop terugkomen in de wet houdende diverse niet-dringende bepalingen, na het kerstreces.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Anthony Dufrane.

14 Vraag van de heer Kristof Calvo aan de minister van Klimaat en Energie over "het misbruik van het WWF-logo door het Nucleair Forum" (nr. 1734)

14.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Bij het WWF is men aardig geschrokken toen hun logo plots opdook op de website van het Nucleair Forum.

Kent de minister het probleem? Heeft hij het Forum hierop aangesproken? Wat te denken van de zeer dubieuze informatie die het Forum verspreidt, bijvoorbeeld op de zomerfestivals? De minister was geen groot voorstander van de deelname van het SCK en het IRE aan het Nucleair Forum. Dragen zij financieel bij tot de communicatiecampagne van dat Forum?

14.02 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): Ik ben niet op de hoogte van het probleem en ik heb de laatste tijd geen contact gehad met het Forum. De campagne is een privaat initiatief dat losstaat van het energiebeleid van de regering. Op een vraag van mij over de deelname van SCK-CEN en IRE aan het Forum, hebben beide instanties mij geantwoord dat ze hun lidmaatschap met eigen inkomsten betalen. Voor meer details verwijs ik naar het verslag van de commissie van 17 februari 2009.

14.03 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): Het is jammer dat instellingen die ruim gefinancierd worden door de overheid, zo eigengereid blijven optreden.

Het incident is gesloten.

15 Vraag van de heer Kristof Calvo aan de minister van Klimaat en Energie over "bindende EU-doelstellingen voor energiebesparing" (nr. 1736)

15.01 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): Blijkbaar zijn de EU-lidstaten het niet eens geraakt over bindende EU-doelstellingen inzake energiebesparing.

Welke landen hebben zich verzet? Is ons land een van de conservatieve krachten? Op welke termijn is een akkoord mogelijk? Welke doelstelling acht de minister realistisch voor ons land? Waarop is deze inschatting gebaseerd?

15.02 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): Op Europees niveau bestaat inderdaad geen akkoord over een verplichte doelstelling inzake energie-efficiëntie. In de loop van het Belgische voorzitterschap hebben wij met de lidstaten al driemaal over deze materie gedebatteerd. We beseffen dat bindende doelstellingen tot grote energiebesparing kunnen leiden, maar daarvoor moet een methodologie worden uitgewerkt en moet de werkelijk geboekte vooruitgang worden opgevolgd.

Ook moet de meerwaarde van meer bindende doelstellingen gekwantificeerd kunnen worden. In een eerste fase kunnen we beginnen met sectorale doelstellingen, bijvoorbeeld op het vlak van publieke gebouwen. Binnen ENOVER werken de Gewesten en de federale overheid scenario's uit voor 2020. Er is echter nog geen politiek akkoord. In maart 2011 moet België een doelstelling voorleggen. De Gewesten zouden de doelstellingen betreffende energie-efficiëntie kunnen halen mits een procent verbetering per jaar tot 2016. Het NEAP I moet tegen 2011 afgerond zijn.

15.03 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): Ik zou de minister willen aanmoedigen om meer enthousiasme te tonen en minder scepsis.

15.04 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): Ik zou dat thema niet op de agenda van de informele en de formele raad plaatsen als ik niet enthousiast was.

Het incident is gesloten.

16 Vraag van de heer Kristof Calvo aan de minister van Klimaat en Energie over "de gevolgen van de productievergunning voor de E.ON-steenkoolcentrale" (nr. 1740)

16.01 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): Er is blijkbaar een probleem met de productieaanvraag van twee STEG-centrales, omdat de minister op 29 juni een productievergunning heeft toegekend voor de E.ON-steenkoolcentrale in Antwerpen.

Klopt het dat nieuwe aanvragen voor productievergunningen niet kunnen worden afgehandeld? Er is geen milieuvergunning toegekend en er is beroep aangetekend. Wat gebeurt er met de productievergunning? Zijn er na de vraag van Elia plannen om het systeem van productievergunningen aan te passen?

16.02 Minister **Paul Magnette** (*Nederlands*): Er is inderdaad een vergunning voor de elektriciteitsproductie verleend aan E.ON voor een steenkoolcentrale in de zone Antwerpen. Wie een energievergunning krijgt,

heeft wettelijk gedurende vijf jaar voorrang bij capaciteitsreservatie. Een eventuele beperking voor een bepaalde periode of een bepaald traject van de beschikbare transportcapaciteit is geen reden om een nieuwe aanvraag niet te gunnen. Wel moet de netconfiguratie eventueel worden aangepast aan de concrete realisatie van de eerder vergunde centrales.

Het onderzoek van de aanvragen van Eneco en GdF is nog aan de gang. Bij mijn weten is er geen enkele productievergunning voor elektriciteit geschorst. Zonder gewestelijke milieuvergunning kan E.ON een dergelijke centrale niet bouwen. De federale vergunning is dus op zich onvoldoende. De wet heeft geen geldigheidstermijn bepaald.

Op federaal niveau zijn er verbeteringen aangebracht aan de vergunningsprocedures, maar de bevoegdheid ter zake is verdeeld over het federale en het gewestelijke niveau. Er wordt momenteel niet overwogen wijzigingen aan te brengen aan deze procedures.

16.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Er is dus geen link tussen de toegekende vergunning voor de steenkoolcentrale van E.ON en het lopende onderzoek naar de twee gascentrales. Ik ben benieuwd naar de afloop. In Antwerpen zijn wij heel enthousiast over de komst van nieuwe energieprojecten, maar niet over een steenkoolcentrale.

16.04 Minister Paul Magnette (Nederlands): Ik heb de indruk dat het moeilijk zal zijn. Vlaams minister Schauvliege is bevoegd.

Het incident is gesloten.

17 Vraag van de heer Kristof Calvo aan de minister van Klimaat en Energie over "de stijgende kosten van denuclearisatie in de federale bijdrage" (nr. 1763)

17.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): De kosten van de denuclearisatie van de sites in Mol en Dessel zijn gestegen van 0,71 euro per megawattuur in 2004 tot 2,32 euro in 2011.

Hoe zijn de zes componenten van de federale bijdrage sinds 2004 geëvolueerd? Is er inderdaad een sterke stijging? Hoe is die te verklaren?

17.02 Minister Paul Magnette (Nederlands): De federale bijdrage stijgt in 2011 met 29 procent. Dat komt tussen 2010 en 2011 overeen met een stijging van 11 procent voor de werkingskosten van de CREG, 37 procent voor het denuclearisatiefonds, 53 procent voor het fonds broeikasgassen, 7 procent voor de begeleiding van de OCMW's, 5 procent voor het sociale tarief en 18 procent voor het forfaitairereductiefonds. Het bedrag voor de denuclearisatie steeg van 0,7176 euro per megawattuur in 2004 naar 1,6925 euro in 2010 en 2,3227 euro in 2011.

Voor 2009-2013 is de jaarlijkse federale bijdrage voor denuclearisatie in het KB van 21 oktober 2008 vastgelegd op 55 miljoen euro. Voor 2004-2008 werden de bedragen vastgelegd in het KB van 19 december 2003.

De stijging van de bijkomende lasten is te wijten aan de toenemende vrijstelling van het verbruikersaandeel voor elektriciteit geproduceerd vanuit hernieuwbare bronnen of kwaliteitsvolle warmtekrachtkoppeling. Voor een klein deel is er ook de recuperatie van de winstderving uit het verleden.

Het niveau van de vrijstelling dat de CREG gebruikt voor de berekening van de bijdrage 2011, is 60 procent. De lasten worden dan volledig afgewenteld op de verbruikers, zonder dat het gekoppeld wordt aan het behalen van de doelstellingen voor hernieuwbare energie. Als de vrijstelling in 2011 zou eindigen, dan zou de federale bijdrage teruggebracht worden op 3,0955 euro per megawattuur. Een voorstel daarover zal in januari opnieuw besproken worden.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.55 uur.

